

Cameroun : consultations de 2010 au titre de l'article IV—Rapport des services du FMI; suppléments des services du FMI; note d'information au public sur les délibérations du Conseil d'administration; déclaration de l'Administrateur pour le Cameroun

Conformément à l'article IV de ses Statuts, le FMI tient des discussions bilatérales avec ses membres, généralement tous les ans. Dans le contexte des discussions portant à la fois sur les consultations de 2010 au titre de l'article IV, les documents suivants ont été publiés et inclus dans ce dossier :

- Le rapport des services du FMI portant à la fois sur les consultations de 2010 au titre de l'article IV, préparé par une équipe des services du FMI à l'issue des entretiens qui ont pris fin le 27 avril 2010 avec les autorités camerounaises sur l'évolution et les politiques économiques. Sur la base des informations disponibles au moment de ces entretiens, la rédaction du rapport des services du FMI a été achevée le 28 juin 2010. Les vues exprimées dans le rapport sont celles de l'équipe des services et ne reflètent pas nécessairement celles du Conseil d'administration du FMI.
- Viabilité de la dette : analyse conjointe FMI/Banque mondiale.
- Un supplément des services du FMI sur l'analyse de viabilité de la dette réalisée conjointement par le FMI et la Banque mondiale.
- Une note d'information au public (NIP) et un communiqué de presse résumant les vues du Conseil d'administration telles qu'elles ont été exprimées lors de l'examen du rapport des services le 14 juillet 2010 et portant respectivement sur les consultations au titre de l'article IV et sur l'accord conclu avec le FMI.
- Une déclaration de l'Administrateur pour le Cameroun.

La politique de publication des rapports des services et d'autres documents autorise la suppression d'informations sensibles pour le marché.

En vue d'aider le FMI à évaluer sa politique de publication, les lecteurs sont invités à faire part de leurs commentaires qui peuvent être adressés par courriel à publicationpolicy@imf.org.

Ce document peut être obtenu sur demande à l'adresse suivante :
Fonds monétaire international • Service des publications
700 19th Street, N.W. • Washington, D.C. 20431
Téléphone : (202) 623-7430 • Télécopieur : (202) 623-7201
Adresse électronique : publications@imf.org • Site Internet : <http://www.imf.org>

Prix unitaire : 18 dollars EU
Fonds monétaire international
Washington, D.C.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

CAMEROUN

Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV

Préparé par le Département Afrique
(En consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura

28 juin 2010

Consultations et équipe. Les entretiens relevant des consultations de 2010 au titre de l'article IV se sont déroulés à Douala et à Yaoundé (18 mars-1^{er} avril), ainsi qu'à Washington (25-27 avril). La mission a rencontré le Premier Ministre, M. Yang, le Ministre d'État à la Présidence, M. Ezzo, le Ministre des Finances, M. Menye, le Ministre de l'Économie, M. Motaze, plusieurs autres membres du gouvernement, le Directeur national de la BEAC, M. Mani, d'autres hauts responsables, ainsi que des représentants des collectivités locales, du milieu des affaires, des bailleurs de fonds, du monde syndical et de la société civile. La mission se composait de MM. Mecagni (chef de mission), Nsengiyumva, Samake (tous du Département Afrique), Vidon (Département de la stratégie, des politiques et de l'évaluation) et Yehoué (Département des marchés monétaires et de capitaux), de M^{me} Muthoora (Département des finances publiques) et de M. Kpodar (Représentant résident). Des membres des services de la Banque mondiale et de la Banque africaine de développement ont participé aux entretiens.

Objet des consultations. L'impact de l'évolution économique mondiale, l'intensification des risques à court terme pour la stabilité financière et budgétaire et les perspectives macroéconomiques à moyen terme ont été au centre des entretiens. La crise mondiale a affaibli l'activité économique, les recettes budgétaires et la position extérieure en 2009, mais moins qu'on ne l'avait initialement prévu. Cependant, la gestion des dépenses publiques et de la trésorerie s'est sensiblement détériorée, posant un grave risque systémique pour le secteur bancaire. Les séquelles d'une gestion budgétaire inadéquate en 2009 et l'incertitude quant au financement disponible pèsent sur l'exécution du budget de 2010.

Conseils du FMI. Dans leur rapport, les services du FMI recommandent de : i) renforcer la gestion des finances publiques en toute priorité; ii) poursuivre les efforts déployés pour améliorer la mobilisation des recettes non pétrolières; iii) revoir les plans de dépenses pour 2010 à la lumière des pressions liées aux obligations de paiement non réglées, de la probabilité de dépenses de contingences et du financement qui peut être mobilisé de façon réaliste; iv) suivre de près la situation du système bancaire de concert avec les autorités de contrôle régionales; et v) créer un environnement plus propice à une croissance tirée par le secteur privé.

Position des autorités. Les autorités souscrivent à l'évaluation des risques et vulnérabilités faite par les services du FMI. Elles se sont engagées à remédier aux déficiences de la gestion des dépenses publiques et de la trésorerie et à préserver la stabilité du système bancaire. Les premières mesures ont été prises à cette fin. Cependant, il reste à définir une stratégie visant à remédier au déficit de financement dans le budget de 2010. Les autorités ont indiqué qu'elles travaillent à un programme de réformes — aligné sur leur nouveau DSRP — qui pourrait être appuyé par le FMI dans le cadre d'un nouvel accord, mais ont besoin de davantage de temps pour dégager un consensus interne.

Contents	Page
Sigles et acronymes.....	3
I. Informations générales	4
II. Évolution récente et résultats dans le cadre de la Facilité contre les chocs exogènes	7
III. Entretiens sur la politique économique : préserver la stabilité macroéconomique et favoriser la croissance.....	14
A. Améliorer l'état de la GFP.....	14
B. Maîtriser les risques pesant sur le budget de 2010.....	16
C. Préserver la stabilité du système financier	18
D. Préserver la viabilité budgétaire.....	19
E. Stimuler la compétitivité et la croissance économique	21
F. Perspectives à moyen terme.....	24
IV. Évaluation par les services du FMI	26
 Encadrés	
1. Suite donnée aux précédents conseils du FMI.....	6
2. La chaîne de la dépense publique et la question des arriérés.....	12
3. Secteur bancaire camerounais : risques et vulnérabilités.....	13
4. Évaluation de la compétitivité extérieure et du taux de change réel.....	22
 Graphiques	
1. Indicateurs comparés et structure économique, 1980-2009.....	5
2. Taux de change effectifs et indice de compétitivité, 2006-10	23
 Tableaux texte	
1. Indicateurs économiques et sociaux.....	4
2. Principaux indicateurs de finances publiques, base caisse, 2008-10.....	10
3. Arriérés de l'État et autres obligations de paiement, 2008-mars 2010	11
4. Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009-15	26
 Tableaux	
1. Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008-15.....	29
2. Opérations financières de l'État, sur base caisse, 2008-15.....	30
3. Principaux indicateurs budgétaires, sur base caisse, 2008-15	31
4. Balance des paiements, 2008-15.....	32
5. Situation monétaire, décembre 2008-décembre 2015.....	33
6. Cameroun et CEMAC : Indicateurs de solidité du système bancaire, 2007-09.....	34
7. Objectifs du Millénaire pour le développement.....	35

Sigles et acronymes

AEN	Avoirs extérieurs nets
AfSS	Afrique subsaharienne
AVD	Analyse de viabilité de la dette
BEAC	Banque des États de l’Afrique Centrale
BRI	Banque des règlements internationaux
CAA	Caisse autonome d’amortissement
CAR-FCE	Composante à accès rapide de la facilité contre les chocs exogènes
CDMT	Cadre de dépenses à moyen terme
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l’Afrique Centrale
CGER	Groupe consultatif sur les taux de change
CIME	Centre des impôts des moyennes entreprises
COBAC	Commission bancaire de l’Afrique Centrale
DENO	Dépenses engagées mais non-ordonnancées
DGE	Direction des grandes entreprises
DPHP	Déficit primaire hors pétrole
DSRP	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté
DTS	Droits de tirage spéciaux
FCFA	Franc de la coopération financière en Afrique
FRPC	Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance
GFP	Gestion des finances publiques
GPS	Système de positionnement mondial
IADM	Initiative d’allègement de la dette multilatérale
JSAN	Note consultative conjointe des services du FMI et de la Banque mondiale
OBI	<i>Open Budget Index</i>
OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
PESF	Programme d’évaluation du secteur financier
PME	Petites et moyennes entreprises
PPTE	Pays pauvres très endettés
RAP	Restes-à-payer
RONC	Rapport sur l’observation des normes et codes
SNH	Société Nationale des Hydrocarbures
SONARA	Société Nationale de Raffinage
TCER	Taux de change effectif réel
TEC	Tarif extérieur commun
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée

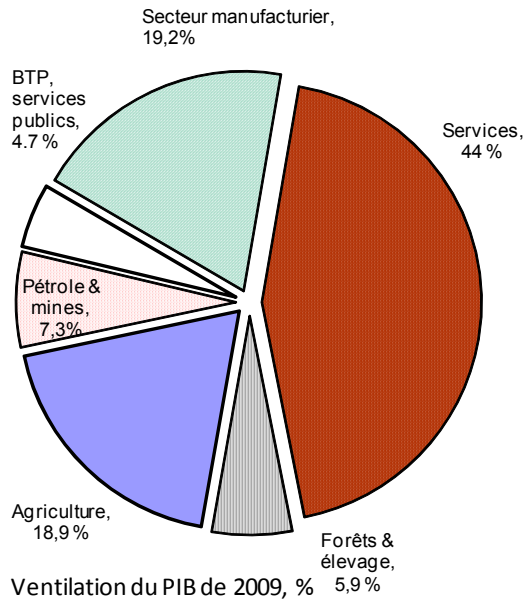
I. INFORMATIONS GÉNÉRALES

1. **D'importantes réformes ont été entreprises dans le cadre de l'accord FRPC qui a expiré en janvier 2009, mais la croissance au Cameroun est restée faible et l'économie vulnérable face aux chocs exogènes.** Dans le cadre de l'accord FRPC, les administrations fiscale et douanière ont été renforcées, la stabilité macroéconomique a été préservée et les allègements de la dette au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM ont contribué à renforcer la viabilité de la dette (graphique 1). Cependant, la croissance continuait d'être freinée par une faible infrastructure, une faible gouvernance et un climat des affaires peu propice, ainsi que par une capacité d'absorption limitée, un secteur financier peu développé et des obstacles aux échanges. Le PIB réel par habitant a marqué le pas durant la période 2005-09, et l'incidence de la pauvreté est restée inchangée et s'est en fait aggravée dans les zones rurales. Le pays demeure tributaire des produits de base pour ses recettes d'exportation et ses recettes budgétaires et, de ce fait, est vulnérable à une baisse de la demande extérieure et des prix mondiaux.

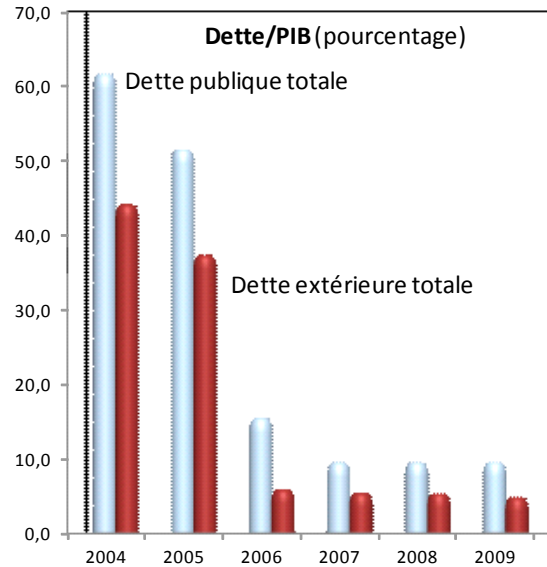
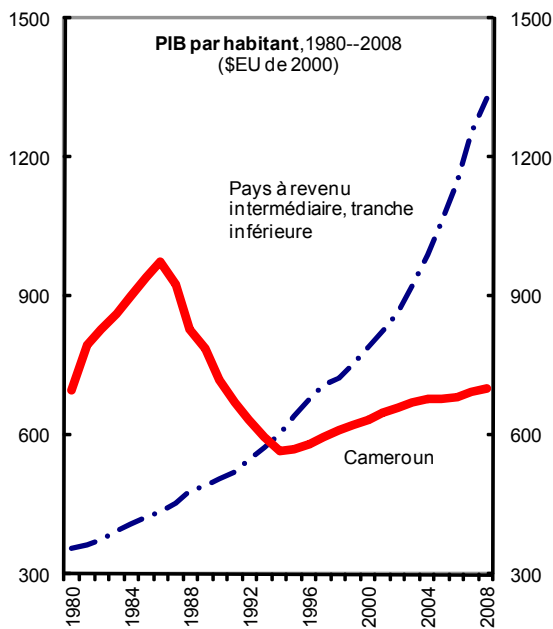
Tableau texte 1. Cameroun -- Indicateurs économiques et sociaux		
	Cameroun	AfSS
Indicateurs économiques, moyenne sur 2005-09		
PIB réel par habitant (dollars EU, aux prix de 2000)	678,4	658,8
Croissance du PIB réel (pourcentage)	2,7	5,5
Croissance du PIB réel hors pétrole (pourcentage)	3,3	6,5
Croissance du PIB réel par habitant	0,1	3,3
Investissement total (en pourcentage du PIB)	17,6	21,4
Indicateurs sociaux, 2008		
Ratio emploi/population, 15 ans et plus, total (%)	59,0	64,0
Taux d'achèvement des études primaires, total (% du groupe d'âge pertinent)	73,0	62,0
Ratio femmes/hommes inscrits dans le primaire	86,0	91,0
Ratio femmes/hommes inscrits dans le secondaire	80,0	78,0
Vaccination contre la rougeole (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois)	80,0	72,0
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000)	131,0	144,0
Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15 à 49 ans)	5,1	5,0
Population ayant accès à une source d'eau améliorée (%)	70,0	58,0
Sources : FMI, Département Afrique, et bases de données WEO; et Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde, 2009.		

Graphique 1. Cameroun -- Indicateurs comparés et structure économique, 1980–2009

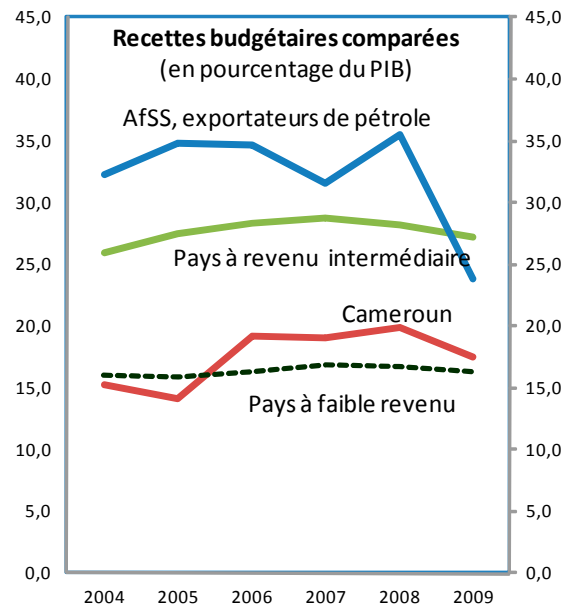
L'économie camerounaise est relativement diversifiée. Les allégements au titre de l'Initiative PPTe et de l'IADM obtenus en 2006 ont ménagé un espace budgétaire, ...



... Cependant, la croissance a perdu de plus en plus de terrain par rapport à celle des pays de référence...



... et les recouvrements de recettes restent relativement faibles.



Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

2. **La vulnérabilité du Cameroun aux chocs exogènes a été soulignée durant les consultations de 2009 au titre de l'article IV.** À cette occasion, le Conseil d'administration avait approuvé un décaissement de 144,1 millions de dollars EU au titre de la composante d'accès rapide de la Facilité contre les chocs exogènes (CAR-FCE) pour aider le pays à faire face à l'impact de la crise mondiale. Les administrateurs avaient souligné qu'il était crucial de mobiliser davantage de recettes non pétrolières, de renforcer la gestion des dépenses publiques, d'améliorer la gouvernance et la transparence, de rendre le climat des affaires plus propice et d'accroître le rôle du secteur financier.

Encadré 1. Cameroun – Suite donnée aux précédents conseils du FMI		
Domaine d'action	Conseils du FMI	Résultats
Gestion des finances publiques	<ul style="list-style-type: none"> i) Renforcer la gestion des finances publiques; ii) Éliminer les subventions aux carburants et prendre des mesures ciblées pour protéger les pauvres et les secteurs en difficulté. 	Il a été procédé à des réformes des administrations fiscale et douanière (en particulier abolition des exonérations fiscales accordées à plusieurs entreprises et amélioration du système douanier informatisé), mais peu de progrès ont été accomplis dans le renforcement du suivi des dépenses. Les subventions aux carburants n'ont pas été éliminées. Les taxes et redevances appliquées au secteur forestier ont été réduites et des subventions ciblées ont été accordées au secteur agricole.
Stabilité du secteur financier	Suivre de près l'évolution du secteur bancaire en collaboration avec l'autorité de contrôle régionale et assurer l'évaluation régulière de la qualité des actifs.	Du fait des retards prolongés dans le règlement par l'État de ses obligations de paiement et de la faiblesse du cadre réglementaire, les banques présentaient de lourds engagements envers certains emprunteurs communs.
Autres réformes structurelles	<ul style="list-style-type: none"> i) Accélérer les stratégies de réforme des entreprises publiques; ii) Améliorer la gouvernance et rendre le climat des affaires plus propice; iii) Engager les partenaires de la CEMAC à libéraliser davantage les échanges. 	Des mesures ont été prises pour restructurer la compagnie aérienne et les services postaux. Les efforts d'amélioration de la gouvernance ont été intensifiés, et un forum de dialogue entre le secteur privé et l'État a été établi en vue d'améliorer le climat des affaires. Aucun progrès concret n'a été accompli dans le domaine des réformes des échanges commerciaux.

3. **Un nouveau document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (novembre 2009) fait état des résultats décevants obtenus en matière de croissance et de réduction de la pauvreté.** Il distingue cinq domaines essentiels dans lesquels une action est à mener en priorité pour accélérer la croissance : i) développement de l'infrastructure dans les secteurs de l'énergie, des télécommunications et des transports; ii) développement du secteur rural et minier; iii) amélioration des ressources humaines par des initiatives dans le domaine de la santé, de l'éducation et de la formation; iv) accroissement de l'intégration régionale et de la diversification des exportations; et v) développement du secteur financier. La note consultative conjointe (JSAN) (www.IMF.org) sur le nouveau DSRP a été transmise aux administrateurs en février 2010.

4. **La situation politique est dans l'ensemble stable.** Cependant, le malaise social pourrait refaire son apparition, comme en 2008, avant les élections présidentielles de 2011. Le Parlement a modifié la Constitution en avril 2008 pour permettre au Président de briguer un troisième mandat.

5. **Les données communiquées au FMI sont généralement appropriées à l'exercice par celui-ci de sa fonction de surveillance, mais il existe de grosses lacunes dans les données budgétaires et les informations sur le secteur financier.** Les opérations financières de l'État sur la base des engagements (en conformité avec les comptes sur base caisse) et les indicateurs de la solidité du secteur financier ne sont pas régulièrement disponibles. En outre, des améliorations s'imposent au niveau de la qualité et du délai de diffusion des statistiques de balance des paiements. Les autorités ont reconnu ces déficiences et ont demandé à bénéficier d'une assistance technique pour y remédier.

II. ÉVOLUTION RÉCENTE ET RÉSULTATS DANS LE CADRE DE LA FACILITÉ CONTRE LES CHOCS EXOGÈNES

6. **La crise mondiale a ralenti le rythme de l'activité économique au Cameroun.** La baisse de la demande et des prix des produits de base a porté atteinte aux exportations et aux recettes budgétaires, et le resserrement des conditions de financement a retardé l'exécution des projets d'investissement dans les secteurs énergétique et minier. Le taux de croissance du PIB réel a reculé, tombant de 2,9 % en 2008 à 2 % en 2009 (tableau 1). Les pressions sur les prix des produits alimentaires et des carburants se sont atténuées, ramenant ainsi l'inflation globale au niveau du critère de convergence régional de 3 % en 2009, contre 5,3% en 2008. L'inflation a poursuivi son recul pour se situer à 2,2 % (taux sur 12 mois) en mars 2010.

7. **L'impact de la crise sur les comptes extérieurs a été moins fort que prévu.** Les exportations de produits pétroliers ont chuté sous l'effet d'une baisse de la production et des prix mondiaux, mais les importations de pétrole brut léger ont elles aussi fortement reculé.

Certaines exportations non pétrolières se sont redressées depuis le milieu de 2009¹. Les envois de fonds ont été inférieurs aux prévisions initiales. En conséquence, le déficit extérieur courant s'est élargi d'environ 1 point de pourcentage du PIB (moins que les 4 points prévus lors des consultations de 2009 au titre de l'article IV), mais le solde extérieur global, non compris la nouvelle allocation de DTS reçue en 2009, est resté positif (tableau 4).

8. **Les autorités ont réagi à la crise en protégeant les dépenses prioritaires et en soutenant les secteurs en difficulté.** Bien que les recettes aient été plus faibles, les crédits initialement alloués à l'investissement, à la santé et à l'éducation ont été dans l'ensemble maintenues. Pour protéger les secteurs les plus touchés, les autorités ont réduit les taxes et redevances sur le bois d'œuvre, réglé l'encours des crédits de TVA au secteur du coton et accordé des subventions aux intrants et engrais dans le secteur agricole.

9. **Pour ce qui est des réformes convenues dans le cadre de la CAR-FCE, les résultats ont été contrastés.** Les autorités ont aboli les exonérations fiscales de 19 grandes entreprises, amélioré l'utilisation d'un système douanier informatisé, institué un mécanisme de géolocalisation par satellite (GPS) pour suivre les marchandises en transit et lutté contre la fraude fiscale, réduit le nombre des formulaires d'impôt, intensifié les poursuites judiciaires à l'encontre des fonctionnaires accusés de détournement de fonds publics et établi un nouveau forum de dialogue entre l'État et le secteur privé pour améliorer le climat des affaires. Cependant, d'autres mesures que les autorités s'étaient engagées à prendre n'ont pas été mises en œuvre, notamment le règlement des arriérés envers la société nationale de raffinage et l'élimination des subventions aux carburants. La présentation des données budgétaires sur la base des engagements continuait d'accuser du retard et peu de progrès ont été accomplis dans la réforme des entreprises publiques.

10. **Les comptes budgétaires pour 2009 dégagent un déficit global limité sur base caisse, en dépit d'un moins-perçu de recettes totales** (tableau 2 du texte). Les recettes, dons inclus, se situaient à 18,4 % du PIB, contre 19,2 % d'après les prévisions faites lors de l'entrée en jeu de la CAR-FCE et 20,8 % du PIB en 2008. Le manque à percevoir tient principalement à la baisse des prix du pétrole et aux mesures de réduction des taxes dues à la crise, qui touchent les recettes non pétrolières. Le total des dépenses est resté quasiment inchangé (18,4 % du PIB, contre 18,7 % d'après les projections), mais leur composition s'est modifiée au détriment des dépenses en capital et en faveur des dépenses courantes. Le déficit sur base caisse, après apurement de l'encours des arriérés audités les années

¹ Les exportations de bois continuent toutefois à souffrir de la faiblesse de la reprise économique en Europe.

précédentes, était faible (0,2 % du PIB)². Par suite du financement du déficit, de l'amortissement de la dette extérieure et intérieure et de l'absence d'un marché de titres publics opérationnel, les dépôts utilisables de l'État à la BEAC sont tombés à l'équivalent d'un mois de dépenses à fin 2009, au lieu de 1,6 mois comme visé dans le cadre de la CAR-FCE³.

11. Cependant, la gestion des finances publiques (GFP) s'est sensiblement détériorée en 2009. Les comptes des opérations de l'État sur base caisse donnent une idée incomplète de l'orientation budgétaire car ils n'intègrent pas la hausse des obligations de paiement pour les opérations budgétaires qui ne sont pas encore arrivées au stade du règlement effectif. Il y avait trois types d'obligations d'État non réglées en 2009, comme le montrent le tableau 3 du texte et l'encadré 2 :

- Retard dans les paiements à la Société nationale de raffinage (SONARA) pour les pertes qu'elle a encourues depuis 2008 par suite de la politique de fixation des prix des carburants. Ces pertes atteignaient 98,3 milliards de francs CFA à fin 2009 (1 % du PIB) et étaient estimées à environ 106 milliards de francs CFA en mars 2010. Le gouvernement s'était engagé, dans le cadre de la CAR-FCE, à indemniser la SONARA, mais cet engagement n'a pas été honoré.
- Restes-à-payer. En 2009, le montant des restes-à-payer s'est fortement accru, atteignant 173 milliards de francs CFA (1,7 % du PIB). Le stock de restes-à-payer accumulé depuis 2006 se chiffrait à 223,4 milliards de francs CFA (2,1 % du PIB) à fin 2009⁴.
- Dépenses engagées pour lesquelles des services ont été fournis mais des ordonnancements n'ont pas été émis (DENO liquidées). La nouvelle loi de finances publiques de 2007 appelle à apurer en priorité les DENO liquidées de l'exercice précédent. Les DENO liquidées de 2009 sont estimées à 110 milliards de francs CFA, soit 1 % du PIB, à régler par dotation budgétaire de 2010.

² Les arriérés apurés en 2009 faisaient partie du stock d'arriérés audités en 2005 et 2007. Sur le stock total d'arriérés déterminé par les audits passés, environ 120 milliards de francs CFA restaient à régler à fin 2008. Le gouvernement compte veiller à ce que ce stock soit apuré dans sa totalité d'ici fin 2014, comme convenu dans le cadre du programme FRPC — en conséquence, les tableaux des comptes budgétaires incluent les flux d'apurement annuel de ces arriérés (environ 20 milliards de francs CFA).

³ Les dépôts utilisables de l'État sont ceux qui sont immédiatement disponibles (non affectés) pour ses opérations.

⁴ Les restes-à-payer ne sont pas considérés comme des arriérés au Cameroun, quelle que soit la date d'ordonnancement, et ne sont enregistrés dans le tableau des opérations de l'État qu'au moment de leur paiement. Le montant des dépenses réglées de chaque année reflète en partie le paiement des restes-à-payer des années précédentes.

En outre, la transparence budgétaire s'est affaiblie. Les ressources de la Société nationale des hydrocarbures (SNH), qui recouvre la majorité des recettes pétrolières de l'État, ont été utilisées pour financer certaines opérations de dépense de l'État en dehors du processus budgétaire normal.

Tableau texte 2. Cameroun -- Principaux indicateurs de finances publiques, base caisse, 2008-10					
	2008	2009		2010	
	Effectifs	RP/09/318*	Est.	Janv-mars Est.	Année Proj.
	(En pourcentage du PIB)				
Total des recettes, dons inclus	20.8	19.2	18.4	4.3	17.3
Recettes pétrolières	7.6	4.9	4.8	0.6	3.6
Recettes non pétrolières	12.3	13.3	12.7	3.5	12.9
Dons	0.9	1.0	0.8	0.1	0.8
Total des dépenses	18.5	18.7	18.4	4.0	19.5
Dépenses courantes	13.1	13.0	14.2	2.9	14.4
Dépenses en capital	5.5	5.7	4.2	1.1	4.9
Financées sur ressources extérieures	0.9	1.1	0.7	0.2	1.2
Financées sur ressources propres	4.6	4.6	3.5	0.9	3.7
Principales obligations de paiement	-0.4	-1.3	-0.2	-0.1	-2.9
Solde global, base caisse	2.0	-0.8	-0.2	0.2	-5.2
<i>Pour mémoire :</i>	(En pourcentage du PIB non pétrolier)				
Recettes non pétrolières	13.7	14.2	13.5	3.8	13.7
Solde primaire hors pétrole	-5.5	-4.3	-4.9	-0.4	-5.9
* RP (Rapport du Pays)					

Tableau texte 3. Cameroun -- Arriérés de l'État et autres obligations de paiement, 2008--mars 2010						
	2008		2009		Mar-10	
	Flux annuels	Stock en fin d'année	Flux annuels	Stock en fin d'année	Flux 1er trimestre	Stock fin mars
(Milliards de FCFA, sauf indication contraire)						
A. Arriérés audités en 2005 et 2007 (non titrisés)	-37.3	122.0	-17.0	105.0	-9.0	96.0
En pourcentage du PIB	-0.4	1.1	-0.2	1.0	-0.1	0.9
B. Autres obligations de paiement						
1. Obligations envers la SONARA	79.5	93.8	4.5	98.3	7.5	105.8
En pourcentage du PIB	0.7	0.9	0.0	0.9	0.1	1.0
2. Restes-à-payer ¹	72.2	---	173.4	223.4	107.5	165.1
En pourcentage du PIB	0.7	---	1.7	2.1	1.0	1.5
3. DENO liquidées	---	---	110.0	110.0	---	110.0
En pourcentage du PIB	---	---	1.1	1.1	---	1.0
Total	151.7	---	177.9	---	115.0	---
En pourcentage du PIB	1.4	---	1.7	---	1.0	---
<i>Pour mémoire</i>						
Paiement des restes-à-payer des années précédentes ²	204.9	---	198.1	---	165.8	---
En pourcentage du PIB	1.9	---	1.9	---	1.5	---
Dépôts utilisables de l'État	43.6	224.9	-71.2	153.7	21.3	175.0
En mois de dépenses totales		1.4		1.0		1.0

¹ Restes-à-payer accumulés par l'État, non compris ses services décentralisés.

² Paiement de restes-à-payer accumulés les années précédentes par l'État, y compris ses services décentralisés.

12. Du fait des problèmes de GFP et de surveillance et sous l'effet de la crise, la santé du système bancaire s'est détériorée (encadré 3).

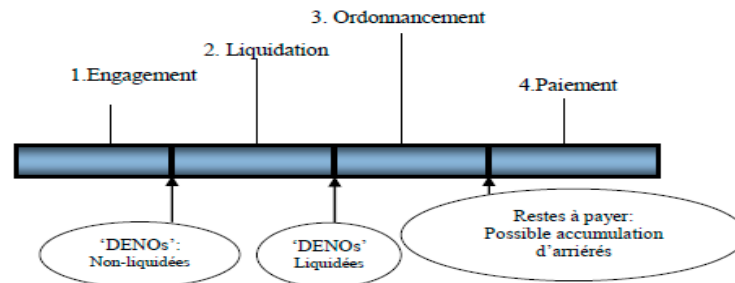
- Les banques sont devenues très exposées à un emprunteur commun, la Société nationale de raffinage (SONARA), qui a dû faire appel au financement bancaire pour compenser les longs retards de l'État dans le règlement de ses obligations. Ces créances envers un emprunteur commun sont devenues une source de risque systémique⁵.
- Le ratio des prêts douteux est passé de 11,5 à 12,9 % en 2009 (tableau 6), sous l'effet à la fois du ralentissement économique de 2009 et du comportement plus intense des banques dans leurs opérations de prêt en 2008 (le crédit bancaire au secteur hors administrations publiques avait augmenté d'environ 15 % en termes réels). Le ratio des prêts douteux du Cameroun reste supérieur à la moyenne pour la CEMAC.

⁵ Les longs retards dans les paiements de l'État à la SONARA ont pesé sur sa liquidité et amplifié ses besoins d'emprunts bancaires. À fin 2009, la SONARA était devenue le plus gros emprunteur de neuf des douze banques exerçant leurs activités au Cameroun. Pour plusieurs banques, les créances sur la SONARA représentaient plus de 90 % des fonds propres réglementaires.

- Le Cameroun a connu une forte réduction des prêts des banques étrangères au premier semestre 2009. Ce repli s'inscrivait dans une tendance baissière à plus long terme des prêts des banques internationales au pays, rapportés au PIB.

Encadré 2. La chaîne de la dépense publique et la question des arriérés

La procédure normale de la dépense en biens et services au Cameroun comporte quatre étapes : 1. *engagement* 2. *liquidation* 3. *ordonnancement* et 4. *Paiement*.



Une faible gestion des dépenses publiques peut entraîner une accumulation d'arriérés intérieurs et extérieurs. En général, ceux-ci se manifestent entre les étapes 3 et 4, lorsque les ordonnancements demeurent impayés au-delà d'un certain délai. Conformément à une directive de la CEMAC, adoptée en juin 2008, les ordonnancements non-payés, appelés « restes-à-payer » au Cameroun, devraient être considérés comme des arriérés après 90 jours¹. Cette directive n'est pas actuellement appliquée au Cameroun et il n'y a pas de suivi systématique du temps pendant lequel un ordonnancement reste impayé. En conséquence, il n'est pas établi une nette distinction entre les restes-à-payer « normaux » et les arriérés dans le stock total d'ordonnements non exécutés.

Le montant des restes-à-payer s'est accru en 2009, en même temps qu'était réglé un montant élevé des restes à payer des années précédentes. Ce résultat pourrait avoir de multiples causes, dont une planification et une gestion de trésorerie inadéquates ou fragmentées, un excès d'optimisme des prévisions de recettes, des déficiences du système d'information du Trésor pour le suivi des flux de recettes et de dépenses, l'impact des dépenses extraordinaires ou non inscrites au budget et l'apurement non budgétisé des restes-à-payer des années précédentes.

Un autre type d'obligation de paiement de l'État peut survenir entre les étapes 1 et 3 : les dépenses engagées mais non ordonnancées (DENOs). Les DENOs qui ont été liquidées (entre les étapes 2 et 3) mais restent impayées peuvent être une source d'arriérés. Il n'est pas facile d'assurer le suivi des DENOs, en particulier des dépenses engagées par les services décentralisés de l'administration centrale. La concentration des engagements des dépenses des ministères de tutelle vers la fin de l'exercice est la principale source de ce type d'obligations. Les DENOs peuvent aussi résulter des procédures exceptionnelles de dépense ou de paiement. Selon l'une des dispositions de la nouvelle Loi de finances publiques appliquée pour la première fois cette année, les budgets annuels doivent prévoir une dotation pour les DENOs encourues et liquidées l'année précédente.

¹La définition des arriérés proposée par le FMI est différente : il y a arriéré si aucun règlement n'est fait 90 jours après la livraison des biens ou la prestation des services (phase de liquidation).

Encadré 3 – Secteur bancaire camerounais : risques et vulnérabilités

Le cadre réglementaire du système bancaire encourage une concentration excessive du crédit. La réglementation bancaire actuelle limite les prêts à un même emprunteur à 45 % des fonds propres réglementaires, niveau très élevé par rapport aux normes internationales (en général 15-20 %). En outre, à la demande des banques, l'organisme de contrôle régional (COBAC) accorde tous les ans des dérogations qui permettent aux banques de prêter jusqu'à 90 % de leurs fonds propres réglementaires à des « entreprises stratégiques ». En conséquence, les prêts ont tendance à être concentrés sur un petit nombre de gros débiteurs, qui sont principalement des entreprises publiques. À fin 2009, les cinq plus grosses créances détenues par les banques représentaient environ 30 % de leur portefeuille de prêts.

Le niveau élevé des créances des banques sur les grandes entreprises pourrait en outre tenir à la prudence dont elles font preuve lorsqu'il s'agit de prêter aux petites entreprises, dont le niveau des prêts douteux est déjà élevé. Le secteur manufacturier, qui comprend la plupart des grosses entreprises et pour lequel le ratio des prêts douteux était faible (6,5 % en 2009), a reçu 30% du total des prêts bancaires en 2009. Par contre, le secteur du commerce de gros et de détail, qui englobe un grand nombre de petites et moyennes entreprises, affiche le ratio des prêts douteux le plus élevé (environ 34 % en 2009) et a reçu environ 13 % du total des prêts.

Un autre facteur de risque est constitué par les prêts entre parties liées. Les dépassements de limites réglementaires fixées aux prêts entre parties liées sont concentrés dans les banques sous contrôle d'actionnaires privés locaux. C'est là un facteur qui a contribué aux difficultés d'une banque commerciale en 2009.

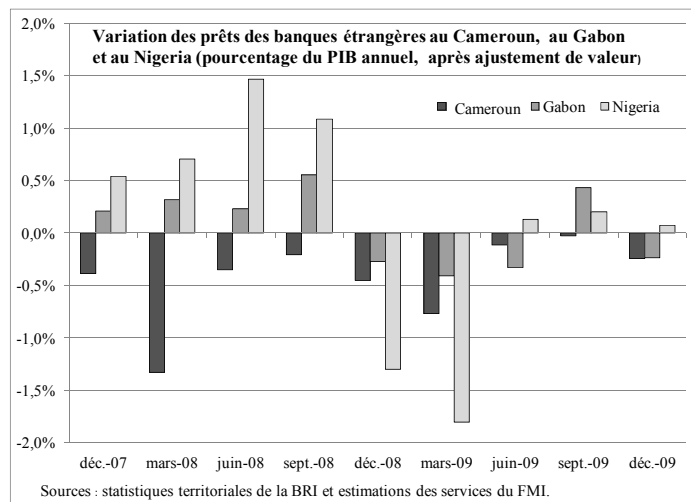
Le Cameroun connaît un recul sensible des prêts des banques étrangères depuis quelques années. Cette situation tient à l'impact des conditions de liquidité mondiales sur les prêts aux filiales locales. Y ont contribué d'autres facteurs de risque-pays, tel que la perception d'un niveau de risques élevés liés aux troubles sociaux de 2008.

La baisse des prêts des banques internationales au Cameroun n'est pas seulement un phénomène à court terme. Les statistiques de la Banque des règlements internationaux (BRI) font apparaître une tendance à

la baisse des créances brutes des banques internationales sur le Cameroun au cours des 10 dernières années. Les principaux facteurs à l'origine de cette tendance sont : i) le manque de projets bancables selon les normes bancaires internationales; ii) l'excès de liquidité des banques locales; et iii) un paysage en évolution dans lequel les banques régionales augmentent leur part de marché au détriment des filiales des banques internationales.

Cependant, cette moindre intégration aux circuits bancaires internationaux pose au Cameroun un défi d'autant plus grand que les autres moyens de

financement (comme l'émission de titres) ne sont pas encore développés. Dans un environnement où le financement privé extérieur devient intensément compétitif, les mêmes réformes qui sont nécessaires pour libérer le potentiel de production du Cameroun, telles que le relèvement des normes de gouvernance et le renforcement des institutions de contrôle, le sont également pour aider à attirer des apports de fonds soutenus des banques étrangères.



13. **Les vulnérabilités du secteur bancaire se sont faites jour à la fin de 2009.** En novembre, il s'est produit une ruée vers les dépôts dans une grande banque locale après la nomination d'un administrateur provisoire suite au non respect persistant de la réglementation prudentielle. La première réaction des autorités a été de mettre en place une dérogation temporaire à l'obligation de constituer des réserves, de recourir à la persuasion morale pour inciter les grandes entités publiques à maintenir leurs dépôts dans la banque en difficulté et d'assurer l'apport de liquidités d'urgence par la BEAC. Les tensions se sont atténuées après l'annonce par le Ministre des Finances de la participation de l'État à la recapitalisation de la banque. Un audit de la banque a été achevé et un plan de restructuration est à l'étude.

14. **La masse monétaire au sens large a affiché une expansion modérée, due au ralentissement de l'activité économique et, partant, de la demande de monnaie.** Le taux de croissance de la masse monétaire est tombé de 13 % en 2008 à 7 %, et celui du crédit bancaire au secteur hors administrations publiques, qui était d'environ 20 % en 2008, est descendu à 7 %.; le crédit bancaire net à l'État s'est accru de 20 % et les avoirs extérieurs nets d'environ 3,5 %.

III. ENTRETIENS SUR LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE : PRÉSERVER LA STABILITÉ MACROÉCONOMIQUE ET FAVORISER LA CROISSANCE

15. **Les autorités reconnaissent que l'impact de la crise mondiale et la récente détérioration de la GFP ont accru les vulnérabilités.** Dans ce contexte, les entretiens ont été centrés sur les questions suivantes : i) améliorer la GFP; ii) gérer les risques pesant sur le budget 2010; iii) assurer la stabilité et le développement du système financier; iv) préserver la viabilité de la dette; v) promouvoir la croissance; et vi) examiner les perspectives à moyen terme.

A. Améliorer la GFP

16. **Les autorités et les services du FMI s'accordent à penser qu'il faut remédier d'urgence aux déficiences de la gestion des dépenses et de la trésorerie observées en 2009.** Pour atténuer les risques en jeu, les services du FMI ont recommandé les actions suivantes :

- Apurer tous les arriérés envers la SONARA pour éviter de graves répercussions sur le système bancaire et procéder à un audit exhaustif de l'encours total des restes-à-payer;
- Mettre en application la Directive de 2008 de la CEMAC sur la définition des arriérés de l'État (règle des 90 jours); éviter l'accumulation de nouveaux arriérés et limiter le niveau des restes-à-payer en renforçant la gestion de trésorerie et en arrêtant les

engagements budgétaires à la date limite fixée pour empêcher leur report sur le budget de l'année suivante⁶.

- Préparer les données budgétaires mensuelles sur la base des engagements et établir régulièrement des données pour les quatre étapes de la chaîne de la dépense en vue de permettre le suivi du niveau des DENOs et des restes-à-payer et une meilleure évaluation de l'orientation budgétaire; et
- Améliorer le système de gestion de trésorerie i) en préparant un plan de trésorerie périodique; ii) en assurant l'application de la règle exigeant l'utilisation d'un compte unique du Trésor pour toutes les opérations de l'État; et iii) en évitant les dépenses ne passant pas par les procédures budgétaires normales, notamment les opérations de la SNH au nom de l'État.

17. **Les autorités ont commencé à faire face à ces défis.** Trois mesures ont déjà été prises. Premièrement, il a été procédé au rapprochement des données budgétaires entre services pour évaluer la nature et le niveau des restes-à-payer accumulés ces dernières années. Il en a résulté une révision à la baisse de l'estimation initiale, qui a été réduite à 223,4 milliards de francs CFA (2 % du PIB). Deuxièmement, environ 70 % de ce stock ont été apurés au premier trimestre de 2010. Troisièmement, les autorités se sont adressées à la BEAC en vue de l'utilisation de l'allocation de DTS pour apurer l'encours à fin 2009 des obligations de paiement envers la SONARA.

18. **En outre, des mesures sont actuellement prises pour approfondir les réformes de GFP engagées avec l'aide de plusieurs bailleurs.** Un plan de modernisation à moyen terme de la GFP a été adopté en 2009, de même que les dispositions institutionnelles relatives à son application. À cet égard, les services du FMI ont souligné la nécessité de remédier aux déficiences existant dans le processus d'exécution du budget, notamment :

- en mettant en place des mécanismes efficaces pour assurer le suivi des flux de dépenses tout au long du processus d'exécution budgétaire et maîtriser le niveau des restes-à-payer, DENO et autres obligations de paiement afin de prévenir l'apparition de nouveaux arriérés à l'avenir;
- en veillant à l'application du Code des marchés publics pour veiller à ce que le processus de passation des marchés soit soumis à la concurrence et que les entités publiques n'aient pas recours aux marchés de gré à gré;
- en améliorant le budget d'investissement public par le renforcement de la programmation dans les ministères de tutelle; en coordonnant les travaux entre les ministères centraux (Économie et Finances) et les ministères dépensiers; et en assurant la continuité du financement des investissements par des crédits d'engagement pluriannuels; et
- en renforçant le cadre de dépenses à moyen terme (CDMT) pour faciliter l'intégration des priorités du DSRP dans le processus de préparation du budget annuel.

⁶ La Loi portant régime financier exige que les engagements soient arrêtés à fin novembre dans chaque exercice.

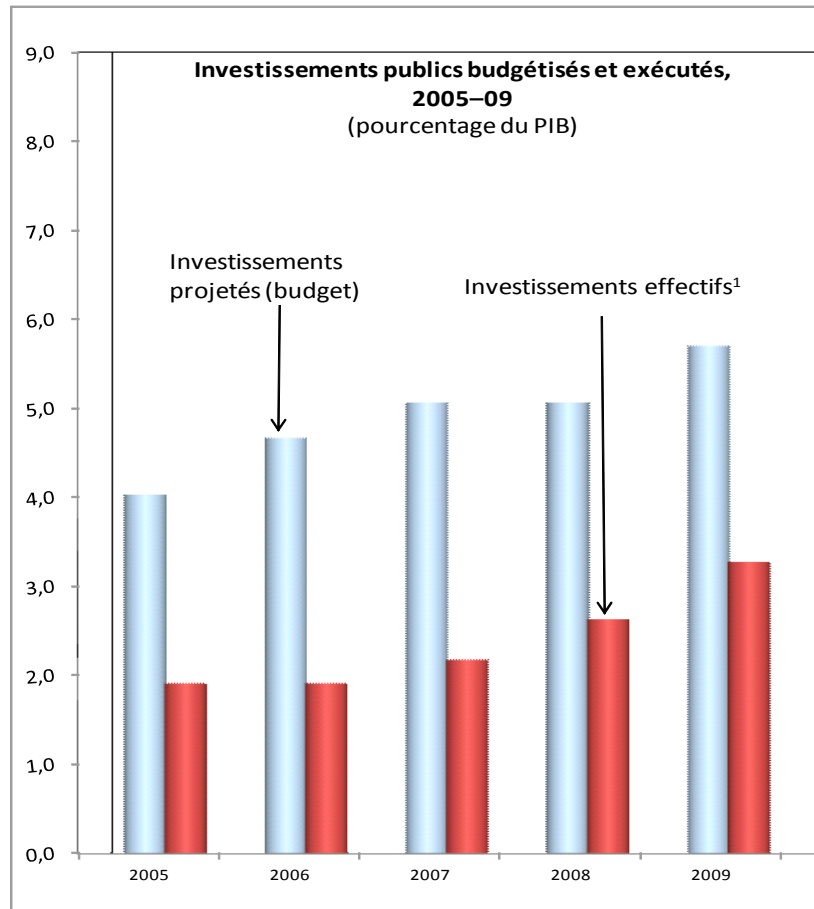
Les autorités ont convenu que les processus actuels de préparation et d'exécution du budget doivent être renforcés pour veiller à la conformité des dotations budgétaires avec les objectifs du DSRP et pour accroître la transparence, la responsabilité et l'efficacité de l'utilisation des deniers publics. Elles ont souligné la nécessité d'une assistance technique continue de la part des donateurs dans le domaine de la GFP.

B. Maîtriser les risques pesant sur le budget 2010

19. **La loi de finances 2010, approuvée en décembre 2009, s'appuie fondamentalement sur la mobilisation de recettes et de financements intérieurs, ainsi que sur l'amélioration du taux d'exécution des investissements publics.** Les projections de recettes sont fondées sur une hypothèse optimiste de croissance du PIB réel (3,9 %). Les dépenses inscrites au budget (19,2% du PIB, contre 18,4 % du PIB en 2009) servent à financer une augmentation des traitements et salaires, des subventions (y compris aux carburants) et une forte hausse des dépenses en capital. Le budget comporte en outre une dotation pour le règlement des DENO's accumulées en 2009. Les projections tablent sur un déficit budgétaire global d'environ 3 % du PIB. Le budget repose sur deux principales sources de financement intérieur : i) tirages de 205 milliards de francs CFA (1,8 % du PIB) sur les dépôts de l'État à la BEAC; et ii) émission d'obligations d'État pour un montant de 200 milliards de francs CFA (environ 2 % du PIB) sur un marché régional de titres publics qui n'est pas encore opérationnel.

20. **Le cadre du budget 2010 pose des problèmes** pour les raisons suivantes :

- Les recettes intérieures sont probablement surestimées en raison des projections optimistes de la croissance de la production de pétrole et du PIB non pétrolier.
- La forte augmentation des dépenses d'infrastructure (qui sont passées de 4 % du PIB en 2009 à environ 6 % du PIB) n'est pas réaliste vu le faible taux d'exécution des investissements publics observé dans le passé (environ 50 % en moyenne au cours de ces trois dernières années) et la persistance des problèmes de capacité d'absorption.
- Sur la base des projections actuelles des prix mondiaux du pétrole présentées dans le rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale, les subventions aux carburants inscrites au budget pourraient être trop faibles (d'environ 60-70 milliards de francs CFA, soit 0,5-0,6 % du PIB).
- Il n'y a pas de dotation pour les dépenses de contingences liées à l'engagement pris par l'État de participer à la recapitalisation d'une grande banque commerciale.
- Le tirage sur les dépôts bancaires prévu au budget dépasse le stock de dépôts utilisables disponible. En outre, le lancement différé du marché obligataire régional a amené les autorités à limiter l'émission d'obligations sur le marché financier intérieur, qui est peu développé.



Source : autorités camerounaises; et estimations et projections des services du FMI.
¹Total des ordonnancements pour les services rendus (par les fournisseurs de l'État) avec dotations budgétaires.

21. Dans ce contexte, les services du FMI ont recommandé aux autorités de réviser le budget 2010, de préférence par le biais d'une loi de finances rectificative. Aucune décision n'a encore été prise, mais les autorités ont reconnu qu'il y a lieu de tenir compte des considérations suivantes :

- La dotation pour les subventions aux carburants devrait prévenir toute nouvelle accumulation d'arriérés envers la raffinerie de pétrole. Une solution durable à ce problème est celle qui consisterait à reconsidérer la politique actuelle des prix des carburants, notamment à rétablir le mécanisme d'ajustement automatique des prix de à la pompe; à rationaliser les taxes sur les produits pétroliers; et à remplacer les subventions aux carburants par un dispositif de protection sociale davantage ciblé. Cependant, les autorités estiment que les conseils des services du FMI sont difficiles à mettre en œuvre dans le contexte social et politique actuel.
- Une dotation de 20 milliards de francs CFA (0,2 % du PIB) pour la participation de l'État à la recapitalisation de la banque en difficulté a été examinée avec les autorités. Ce montant sous-estime peut-être les coûts budgétaires de la restructuration de la banque, vu la participation encore incertaine d'investisseurs privés.

- Le taux d'exécution des investissements publics devrait être réaliste, compte tenu des antécédents du pays et des mesures concrètes actuellement prises pour améliorer la capacité d'absorption.
- Le recours aux dépôts accumulés devrait être mûrement réfléchi pour éviter d'affaiblir davantage le volant budgétaire, déjà réduit, conservé pour les opérations de l'État en cas de chocs exogènes. L'utilisation des avances statutaires de la BEAC, en dehors de leur coût élevé, pourrait donner des signaux contradictoires à un moment où la banque centrale envisage de promouvoir la mise en place d'un marché régional de titres publics en remplacement de cet instrument. Cependant, celui-ci pourrait constituer une source de financement de dernier ressort.
- La capacité d'absorption du marché financier intérieur étant limitée, les services du FMI ont souligné la nécessité de procéder à l'émission obligataire prévue en annonçant à l'avance le calendrier des ventes et en appréciant la réaction du marché à une tranche initiale limitée. Les autorités étudient cette question avec les autorités financières locales.

22. **Les entretiens ont abouti à la révision des projections pour 2010, mais il subsiste un déficit de financement de près de 2 % du PIB** (tableaux 2 et 3). Les autorités n'ont pas encore décidé de la stratégie à suivre pour combler ce déficit résiduel. Elles ont indiqué qu'il leur fallait davantage de temps pour explorer la question et dégager une entente sur les meilleures options. Étant donné les antécédents en matière d'exécution et les lacunes existantes en matière d'infrastructure, les services du FMI ont mis en garde contre le risque de voir le budget d'investissement supporter une part disproportionnée de la charge de l'ajustement budgétaire, car cela compromettrait l'objectif de réduction des obstacles à la croissance. Ils sont d'avis que des efforts soutenus de mobilisation de recettes additionnelles et une élimination graduelle des subventions aux carburants pourraient contribuer à combler le déficit de financement dans la période 2010–12.

C. Préserver la stabilité du système financier

23. **Les autorités reconnaissent que la concentration du crédit bancaire est une importante source de vulnérabilité.** Les problèmes de liquidité de gros emprunteurs communs — généralement des entreprises publiques — dus à de longs retards dans le règlement par l'État de ses obligations pourraient nuire gravement à la santé du système bancaire. Les autorités sont dans l'ensemble d'accord avec les services du FMI sur la nécessité impérieuse d'en atténuer les risques :

- en utilisant l'allocation de DTS pour apurer le stock d'arriérés envers la société nationale de raffinage (SONARA).
- en suivant de près avec la COBAC l'évolution des vulnérabilités du système bancaire et en exigeant de la COBAC qu'elle renforce la surveillance des risques systémiques et des créances globales sur les gros emprunteurs.
- en facilitant l'établissement rapide de plans de restructuration des institutions financières en difficulté; le coût budgétaire de ces plans devrait être maintenu à un minimum et pris en compte dans le budget.

- en engageant la COBAC à abaisser les ratios prudentiels relatifs à la concentration des risques (encadré 2) et en abolissant la pratique d'exemption des entreprises stratégiques en vue de réduire peu à peu les grosses créances existantes et de faciliter la syndication et la diversification des prêts bancaires.

24. **L'intermédiation financière et l'accès au crédit bancaire demeurent entravés par le mauvais fonctionnement du système judiciaire et des informations limitées sur la solvabilité des emprunteurs.** Les autorités ont convenu d'accélérer la mise en œuvre de leur plan d'action pour améliorer l'intermédiation financière. Le plan, qui est fondé sur les recommandations de la mission de mise à jour du Programme d'évaluation du secteur financier (PESF) de 2007, vise i) à améliorer les informations sur le crédit en aidant la BEAC à finaliser la mise en place de la centrale des risques; ii) à mettre en place des instruments financiers adaptés aux besoins des petites et moyennes entreprises tels que l'affacturage, le crédit-bail et le capital-risque; et iii) à mieux assurer le respect des contrats en mettant en place un tribunal chargé des affaires commerciales et en facilitant les règlements à l'amiable. Les services du FMI mettent en garde contre la création d'institutions financières spécialisées (pour l'agriculture et le financement des PME) car par définition elles font intervenir des portefeuilles de prêts sectoriels vulnérables et non diversifiés.

D. Préserver la viabilité budgétaire

25. **Le point d'ancrage budgétaire à moyen terme au Cameroun devrait être le déficit primaire hors pétrole, compte tenu de la nature non renouvelable des recettes pétrolières et de la nécessité d'accroître l'investissement public pour remédier aux graves lacunes dans les infrastructures.** Le financement de l'ambitieux programme du DSRP peut donner lieu, en un premier temps, à des déficits budgétaires et une dette plus élevés. Cependant, les dividendes de croissance résultant de l'élimination des graves goulets d'étranglements dans l'infrastructure pourraient être importants pour maintenir une position budgétaire viable. Les services du FMI conviennent avec les autorités qu'il existe un espace budgétaire permettant de financer des dépenses en capital dont le pays a grand besoin. Une stratégie cohérente consisterait i) à poursuivre les efforts déployés pour améliorer la mobilisation des recettes non pétrolières; ii) à relever le taux d'exécution du budget d'investissement public et à développer le partenariat public-privé dans les projets d'investissement; iii) à maintenir les dépôts utilisables de l'État à un niveau approprié (au moins un mois de dépenses totales); et iv) à renforcer la gestion de la dette en vue de conserver une politique d'emprunt prudente.

26. **La mobilisation de recettes non pétrolières continue à poser un défi.** Les recettes non pétrolières restent parmi les plus faibles de la région⁷. Comme les taux d'imposition du

⁷ Le ratio recettes non pétrolières/PIB hors pétrole était de 12,5 % au cours de la période 2007-09, contre environ 16,5 % en moyenne pour les pays subsahariens à faible revenu non producteurs de pétrole.

revenu du capital, du travail et de la consommation sont déjà élevés, l'élargissement de la base d'imposition par des réformes de l'administration fiscale revêt une haute priorité⁸. Les autorités conviennent qu'il faudrait en priorité :

- renforcer la division des grandes entreprises (DGE) et les centres fiscaux qui offrent des conseils en matière de comptabilité et de fiscalité aux petites et moyennes entreprises;
- simplifier et faciliter les procédures fiscales et douanières, notamment en continuant à réduire le nombre des formulaires d'impôt;
- rationaliser les exonérations et autres régimes fiscaux incitatifs en établissant des critères d'admission, en harmonisant les avantages fiscaux et en améliorant le suivi des bénéficiaires;
- continuer à lutter contre la fraude douanière par un système plus efficace de suivi du commerce de transit;
- réduire les délais de remboursement de la TVA pour assurer un plus grand respect par le secteur privé de ses obligations et pour améliorer le climat des affaires.

La mise en place de ces mesures et la croissance prévue de l'activité dans le secteur non pétrolier, devraient aboutir à une amélioration du ratio recettes non pétrolières/PIB hors pétrole.

27. L'analyse de viabilité de la dette (AVD) faite conjointement par la Banque mondiale et le FMI laisse penser que le risque de surendettement du Cameroun reste faible. Cette évaluation est à peu près identique à celle issue de l'AVD de 2009, quoique la trajectoire de la dette dans le scénario de référence soit moins favorable en raison de l'évolution récente des emprunts et de la révision des perspectives budgétaires. Cependant, tous les ratios d'endettement extérieur devraient rester au-dessous des seuils correspondants dans le scénario de référence et les tests de résistance. Les indicateurs d'endettement public ne font pas craindre davantage de risques pour la viabilité de la dette. Les autorités ont souscrit à cette évaluation des risques. La correction des déficiences dans l'infrastructure revêtant une haute priorité, elles voient dans la faible vulnérabilité de la dette une occasion de ménager l'espace nécessaire à une augmentation raisonnable des investissements publics financés par la dette.

⁸ La TVA actuelle et la plupart des droits d'accise sont déjà fixés au niveau maximum permis par les directives de la CEMAC. Le taux général de TVA est de 19,25 %. Le taux standard des droits d'accise est de 25 %. Le taux de l'impôt sur les sociétés est de 38,5 %. Les taux de l'impôt sur le revenu des particuliers varient entre 10 et 35 %. Les secteurs pétrolier et forestier sont soumis à des taxes additionnelles par des régimes spéciaux applicables à leurs activités.

28. **Les services du FMI ont réaffirmé la nécessité de maintenir une politique d'emprunt extérieur prudente.** Celle-ci devrait consister à recourir à des dons et à des ressources très concessionnelles (lorsqu'elles sont disponibles) pour financer les opérations de l'État et à améliorer la GFP pour éviter des arriérés intérieurs. Il convient en outre de développer d'autres sources de financement pour réduire la vulnérabilité. Les services du FMI ont encouragé les autorités à continuer d'œuvrer avec la BEAC et à prendre des mesures pour mettre en place un marché régional de titres publics.

E. Stimuler la compétitivité et la croissance économique

29. **La relance de la croissance est le pilier maître du nouveau DSRP.** Les autorités entendent s'attaquer aux principales contraintes, parmi lesquelles le sous-investissement dans les infrastructures vitales, un climat des affaires défavorable, une mauvaise gestion des finances publiques et une faible intégration commerciale régionale. Le nouveau DSRP prévoit d'importants investissements dans l'énergie, les routes, l'infrastructure portuaire, l'approvisionnement en eau et les technologies de l'information⁹. Il a en outre pour objectif d'améliorer le climat des affaires et d'accélérer l'intégration régionale.

30. **Le taux de change semble être dans l'ensemble en ligne avec les facteurs fondamentaux, mais la compétitivité est entravée par des facteurs autres que les prix, liés à un climat des affaires peu propice.** Le taux de change effectif réel (TCER) s'est apprécié de 1,3 % en 2009 (moyenne annuelle) car l'appréciation du taux de change effectif nominal (suite à l'appréciation de l'euro par rapport aux autres principales monnaies pendant la plus grande partie de l'année) a été en partie compensée par le faible différentiel d'inflation négatif entre le Cameroun et ses partenaires commerciaux. Suivant la méthode du Groupe consultatif sur les taux de change (CGER), le TCER semble être dans l'ensemble conforme aux fondamentaux (encadré 4). Cependant, les estimations de la viabilité extérieure font apparaître une surévaluation modérée, laquelle pourrait être corrigée si la faiblesse actuelle de l'euro se maintenait. Les données d'enquêtes sur le climat des affaires montrent que le Cameroun se classe dans le dernier quartile pour la plupart des indicateurs (graphique 2). L'enquête auprès des entreprises de 2009 met en lumière les multiples contraintes auxquelles se heurtent les investisseurs. Tous ces indicateurs montrent que l'amélioration du climat des affaires au Cameroun demeure un défi de taille.

⁹ Dans le nouveau DSRP, de gros projets ont été identifiés pour les principaux secteurs de l'économie et la plupart d'entre eux devraient être financés à travers le mécanisme de partenariats public-privé. Il s'agit notamment de projets dans les secteurs de l'énergie (centrale à gaz naturel de Kribi, barrage hydroélectrique de Lom Pangar), des transports (remise en état et amélioration du réseau routier existant, port en eau profonde de Kribi, construction de nouvelles installations ferroviaires) et de la distribution d'eau (remise en état et extension de l'infrastructure existante).

Encadré 4. Évaluation de la compétitivité extérieure et du taux de change réel

Le taux de change effectif réel du Cameroun (TCER) est dans l'ensemble conforme en ligne avec les facteurs fondamentaux¹. Trois méthodologies quantitatives (semblables à celles proposées par le CGER) ont été complétées par une analyse de données d'enquête pour l'évaluation du TCER et de la compétitivité du Cameroun.

La méthode de l'équilibre macroéconomique consiste à estimer une norme de compte courant (ou compte courant d'équilibre) sur la base des fondamentaux économiques du Cameroun par rapport à ceux de ses partenaires commerciaux. L'excédent du commerce pétrolier est l'un des déterminants de cette norme. Les indicateurs rétrospectifs et prospectifs se rapportent respectivement au déficit des transactions courantes de 2009 et aux projections pour 2015. Sur la base d'une estimation de l'élasticité des échanges du Cameroun, une dépréciation réelle de 4 % serait requise pour combler l'écart entre le solde courant sous-jacent (solde courant effectif corrigé des effets de tous les facteurs temporaires) et la norme.

La méthode de la viabilité extérieure calcule le solde courant qui stabilise le ratio avoirs extérieurs nets / PIB à son niveau de fin 2009. Sur la base des projections de croissance nominale à moyen terme, le TCER devrait se déprécier d'environ 8 % pour stabiliser le ratio avoirs extérieurs nets/PIB. D'autres méthodologies cherchent à tenir compte de la spécificité des économies productrices de pétrole en estimant le rendement de la richesse pétrolière. Au Cameroun, le déficit des transactions courantes hors pétrole est supérieur au rendement attendu de la richesse pétrolière. Les conclusions au regard du désalignement du taux de change manquent toutefois de fermeté vu l'incertitude quant aux réserves totales d'hydrocarbures (pétrole et gaz naturel).

Dans la méthode du taux de change d'équilibre, la valeur d'équilibre à moyen terme du TCER est fonction de facteurs fondamentaux qui sont à l'origine d'écarts temporaires mais persistants par rapport à la parité de pouvoir d'achat à long terme. Les estimations de panel pour 182 pays sur la période 1973-2009 indiquent que la dynamique du TCER est principalement gouvernée par les variations des termes de l'échange, de la productivité, de la consommation publique et des envois de fonds de l'étranger. Les estimations de la méthode du modèle adapté au pays font apparaître une surévaluation de 1 à 3 % pour le Cameroun.

L'analyse de données d'enquêtes fournit des informations quantitatives sur les obstacles structurels à la compétitivité. Selon l'*Indice de compétitivité mondiale de 2009-10*, le Cameroun est classé 111^{ème} sur 133 pays. Dans le *Rapport de 2010 sur la pratique des affaires*, le Cameroun est classé 171^{ème} sur 183 pays, venant à un rang particulièrement bas pour la création d'entreprises (174^{ème}), l'exécution des contrats (174^{ème}) et le paiement des taxes (170^{ème}). L'*Enquête de 2009 de la Banque mondiale auprès des entreprises* donne un tableau très semblable. Tous ces indicateurs montrent que le climat global des affaires du Cameroun fait obstacle à sa compétitivité.

Principaux indicateurs d'évaluation du taux de change effectif réel à mai 2010

	Rétrospectif ^{1/}	Prospectif ^{1/}
	2009	2015
Solde courant effectif ^{2/}	-3,4	-1,8
(-) Moins facteurs temporaires ^{3/}	-1,7	0,0
Solde courant sous-jacent (A)	-1,6	-1,8
Élasticité des échanges/TCER (D)	-0,19	-0,19
Méthode de l'équilibre macroéconomique		
Norme de compte courant (B)	-0,9	-1,0
Écart de compte courant (C=A-B)	-0,7	-0,8
Désalignement ^{4/} (C/D)	3,6	4,1
Méthode de la viabilité extérieure		
Norme de compte courant (E)	-0,2	-0,2
Écart de compte courant (F=A-E)	-1,4	-1,6
Désalignement ^{4/} (F/E)	7,6	8,4
Méthode du taux de change réel d'équilibre		
Désalignement ^{4/}	2,5	1,1

^{1/} Rétrospectif : effectif à fin 2009; prospectif : projection pour 2015, PEM.

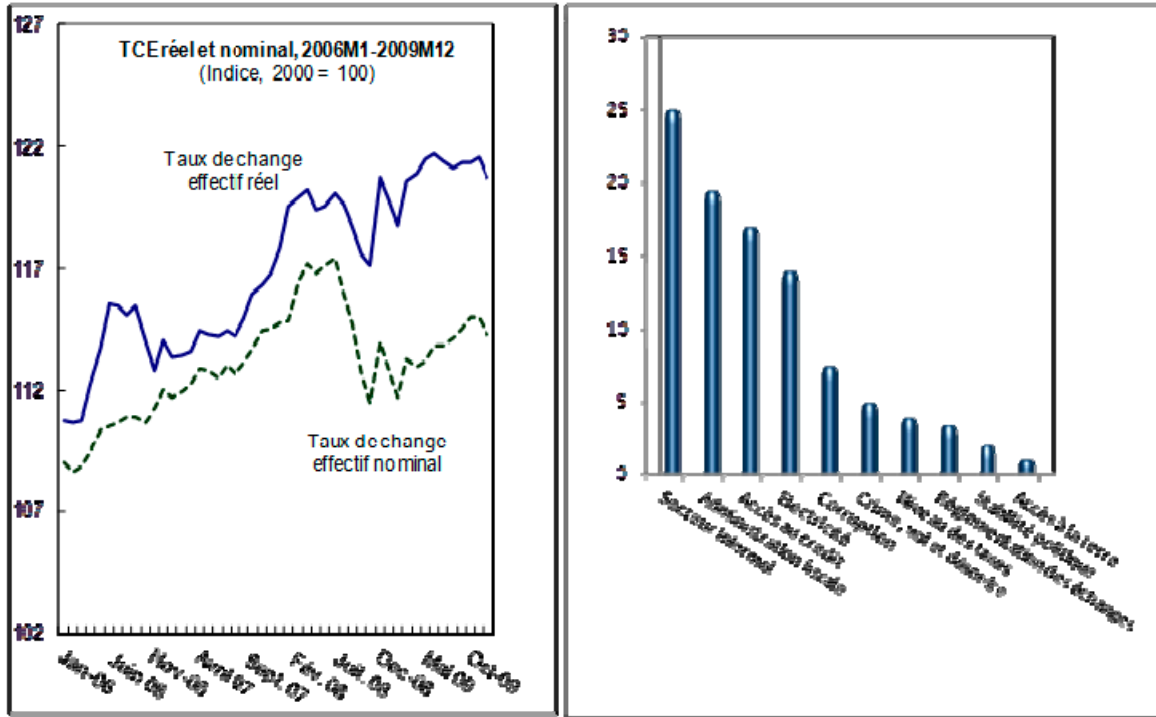
^{2/} En pourcentage du PIB, hors dons.

^{3/} Y compris les variations temporaires des termes de l'échange.

^{4/} "+"=surévaluation; "-"=sous-évaluation.

¹ Si elle se poursuit, la récente dépréciation de l'euro contribuerait à améliorer la compétitivité par les prix du Cameroun.

Figure 2. Cameroun: Taux de Change Effectif (TCE) et Indice de Compétitivité, 2006-10



Indice de compétitivité et indicateurs de Doing Business

<u>Indice de compétitivité mondiale, 2009-10</u> (sur 133 pays, médiane = 1, score max = 133)		<u>Indicateurs Doing Business, 2010</u> (sur 133 pays, médiane = 1, score max = 133)	
<i>Le Cameroun est relativement bien classé en matière de stabilité macroéconomique, d'innovation et d'infrastructure, mais "reste" classé en dessous en matière de stabilité juridique</i>		<i>Le Cameroun est relativement bien classé dans l'exécution des contrats et la création d'entreprises, mais "reste" classé en dessous en matière d'entrepreneurs</i>	
Classement global du Cameroun	111	Classement global du Cameroun	71
Sous-catégories		Sous-catégories	
Stabilité macroéconomique	34	Fermeture d'entreprise	96
Innovation	132	Protection des investisseurs	119
Efficacité du marché du travail	134	Embauche des travailleurs	126
Motivité du secteur des affaires	136	Obtention de prêts	135
Aptitude commerciale	111	Transfert de propriété	143
Instabilité	112	Commerce transfrontalier	146
Efficacité du marché des biens	118	Octroi de permis de construire	164
Création, gestion et fermeture	119	Paiement des taxes et impôts	170
Infrastructure	121	Exécution des contrats	174
Santé et enseignement primaire	122	Création d'entreprise	174

Source: autorités Camerounaises; Système de notification de l'information du FMI; Banque mondiale (Enquête sur les entreprises, 2009; Forum Economique Mondiale, 2009; et base de données sur le climat des affaires, 2010).

31. **Les services du FMI ont salué les initiatives que les autorités ont prises pour renforcer le dialogue entre l'État et le secteur privé, en particulier la création du Forum camerounais des affaires¹⁰.** Ils ont toutefois souligné la nécessité d'étayer ces efforts par des réformes de la GFP qui réduiraient, et élimineraient à terme, les arriérés de l'État, et de poursuivre les réformes des entreprises publiques¹¹. Les efforts actuellement déployés pour améliorer la gouvernance, assurer la transparence du budget de l'État et tenir les gestionnaires responsables de l'emploi des ressources publiques pourraient réduire l'incertitude entourant le cadre réglementaire et judiciaire.

32. **Il demeure essentiel de progresser dans la libéralisation des échanges.** Le niveau élevé des droits de douane freine la croissance de l'investissement privé et de la productivité. Les services du FMI ont souligné la nécessité i) de poursuivre les négociations avec les autres États membres de la CEMAC pour réduire le niveau et la fourchette du Tarif extérieur commun (TEC), en particulier pour les importations de machines et équipements; ii) d'accélérer les efforts à l'appui de l'intégration régionale en harmonisant les règles d'origine et en rationalisant les exonérations du TEC; et iii) de conclure un accord de partenariat économique régional avec l'Union européenne. Les autorités ont dans l'ensemble partagé les recommandations des services du FMI. Cependant, elles ont évoqué les difficultés de parvenir à un accord avec leurs partenaires régionaux sur les questions commerciales.

F. Perspectives à moyen terme

33. **Les services du FMI conviennent avec les autorités que les perspectives économiques du Cameroun sont susceptibles de s'améliorer, mais moins que ne le prévoit le nouveau DSRP.** Les perspectives favorables tiennent à la reprise attendue de l'économie mondiale, à l'augmentation prévue des dépenses publiques en capital et aux initiatives actuellement en cours pour améliorer le climat des affaires¹².

¹⁰ Le Forum camerounais des affaires a été créé au début de 2009 avec l'aide de la SFI et a siégé pour la première fois en février 2010. Il a préconisé l'adoption de mesures concrètes pour améliorer le climat des affaires, notamment en simplifiant les procédures et en mettant ensemble un guichet unique pour la création d'entreprises.

¹¹ La compagnie aérienne est dirigée par une nouvelle équipe depuis février 2010. Un processus d'appel d'offres pour la société de télécommunication a été lancé en 2009 mais sans succès. Une nouvelle stratégie de privatisation, par la voie d'un partenariat public-privé, est en cours de préparation. Les options de restructuration des services postaux (CAMPOST) sont actuellement entrain d'être explorées avec un important partenaire au développement.

¹² Le scénario de référence suppose une augmentation modérée et graduelle de l'investissement privé, qui passerait de 12,4 % du PIB en 2009 à 13,5 % en 2015.

- La production de pétrole devrait contribuer à la croissance réelle pendant la période 2012-14, les projections de la SNH faisant apparaître une augmentation annuelle moyenne de la production pétrolière d'environ 20 % durant cette période, suivie d'une reprise de la tendance à la baisse. La hausse prévue tient aux investissements pétroliers en cours, après le succès des efforts d'exploration de ces trois dernières années.
- La croissance du secteur non pétrolier devrait réagir graduellement aux réformes structurelles et à l'allègement des lacunes de l'infrastructure¹³.

Dans l'ensemble, les projections des services du FMI font apparaître une accélération graduelle mais sensible de la croissance globale (qui passerait de 2,6 % en 2010 à près de 5 % en 2014 avant de ralentir en 2015 sous l'effet de la baisse prévue de la production de pétrole (tableau 4 du texte). Le déficit extérieur courant s'élargirait en 2011, mais diminuerait peu à peu par la suite pour se situer à près de 1 % du PIB en 2014. Les efforts d'élimination des goulets d'étranglement dans l'infrastructure devraient se solder par un déficit primaire hors pétrole relativement élevé (environ 5 % du PIB), mais des flux croissants de recettes pétrolières réduiront peu à peu le déficit budgétaire global et combleront le déficit de financement d'ici à 2013¹⁴. L'inflation devrait rester au-dessous du niveau du critère de convergence régional de 3 %, sauf nouveaux chocs exogènes.

¹³ Il ressort de la récente évaluation par les services du FMI des facteurs qui déterminent la croissance qu'il est nécessaire de stimuler la productivité par des réformes structurelles et des investissements dans l'infrastructure ainsi que par une amélioration du capital humain (FMI, Rapport sur les pays n° 07/285, août 2007).

¹⁴ Le cadre à moyen terme suppose que le niveau des restes-à payer sera stabilisé à moins de 5 % du total des dépenses hors intérêts à fin 2010, taux compatible avec un niveau normal de restes-à-payer résultant des opérations du Trésor, et maintenu à ce niveau jusqu' en 2015. Les DENOs liquidées à régler chaque année seront prises en compte dans chaque poste de dépenses et non classées séparément dans les projections pour 2011-2015.

Tableau texte 4. Cameroun -- Principaux indicateurs macroéconomiques, 2009–15							
(Unités indiquées)							
	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Est.			Proj.			
Croissance économique et prix							
PIB réel ¹	2,0	2,6	2,9	4,5	4,6	4,7	3,5
PIB réel non pétrolier ¹	3,0	3,3	3,4	3,6	3,9	4,2	4,4
Prix à la consommation (moyenne/période) ¹	3,0	3,0	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
Prix à l'exportation de pétrole (\$EU le baril)	58,8	69,3	68,5	71,3	73,0	74,5	76,5
Production de pétrole (milliers de barils par jour)	73	64	58	74	90	103	91
Agrégats budgétaires²							
Total des recettes (dons inclus)	18,4	17,3	17,1	17,8	18,5	19,1	18,5
<i>dont</i> : pétrolières	4,8	3,6	3,2	4,2	5,0	5,5	4,6
non pétrolières ³	13,5	13,7	13,9	14,1	14,3	14,5	14,6
Total des dépenses	18,4	19,5	19,0	18,8	18,6	18,5	18,7
<i>dont</i> : dépenses courantes hors intérêts	13,9	14,1	13,5	13,1	12,6	12,4	12,3
dépenses en capital	4,2	4,9	5,1	5,3	5,6	5,8	6,0
Solde budgétaire global (dons inclus)	-0,2	-5,2	-2,1	-1,2	-0,2	0,5	-0,2
Solde budgétaire primaire hors pétrole ³	-4,9	-5,9	-5,0	-5,1	-5,0	-4,9	-4,8
Solde courant non pétrolier ³	-0,8	-1,0	0,0	0,1	0,6	0,9	1,3
Secteur extérieur²							
Solde extérieur courant (dons inclus)	-2,7	-4,2	-4,3	-3,0	-1,6	-0,7	-1,5
Termes de l'échange ¹	-15,0	9,2	-4,3	2,3	2,6	1,4	-5,9
Dettes publiques totales	9,6	13,4	14,4	14,5	14,8	14,7	15,1
Dettes publiques extérieures	4,9	6,6	8,6	10,2	11,3	12,3	13,4
Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.							
¹ Variation en pourcentage.							
² En pourcentage du PIB.							
³ En pourcentage du PIB non pétrolier.							

34. **De gros risques baissiers pèsent sur le cadre macroéconomique à moyen terme**, parmi lesquels : i) l'incertitude quant au rythme et à la vigueur de la reprise mondiale; ii) l'éventualité que les écarts de financement ne soient pas comblés comme le prévoient les hypothèses du cadrage budgétaire; iii) un secteur bancaire vulnérable qui peut engendrer des passifs budgétaires conditionnels; et iv) des retards dans la mise en œuvre des réformes dans un environnement pré-électoral.

IV. ÉVALUATION PAR LES SERVICES DU FMI

35. **Après un ralentissement de l'activité dû à la crise mondiale, l'économie camerounaise donne des signes de reprise.** La croissance devrait s'accélérer, soutenue par un redressement de la demande extérieure, par des investissements publics dans l'infrastructure de base et par les initiatives actuellement prises pour améliorer le climat des affaires. Cependant, les risques à ces perspectives favorables subsistent et sont liés à: i) l'incertitude quant à la vigueur et à la durée de la reprise mondiale; ii) l'absence de financement pour combler le déficit budgétaire prévu; et iii) des retards possibles dans la mise en œuvre des réformes au cours de la période précédant les élections à venir.

36. **Il est essentiel de renforcer la GFP pour préserver la stabilité budgétaire et financière.** Il faut remédier fermement aux déficiences de la gestion budgétaire observées en 2009. Les autorités sont encouragées à renforcer la gestion des dépenses et de la trésorerie, à procéder à un audit exhaustif de l'encours des arriérés et à mettre en place des processus visant à limiter l'accumulation d'obligations de paiement non réglées. Ces mesures sont essentielles pour réduire les retombées négatives sur les autres secteurs et pour accroître la crédibilité des mesures de politique économique.

37. **Les autorités doivent faire preuve de vigilance à l'égard des risques du secteur bancaire.** Certes, les banques intérieures ont été relativement isolées de la crise financière mondiale, mais la concentration excessive des prêts bancaires sur quelques grandes entreprises, en particulier la société nationale de raffinage, continue de poser des risques systémiques. Ces risques ont été aggravés par de longs retards dans le règlement par l'État de ses obligations et par des normes de contrôle inadéquates. Les autorités, en collaboration avec l'instance de contrôle régionale, doivent mener une action résolue pour i) assurer le suivi des vulnérabilités du secteur bancaire par des analyses régulières des indicateurs de solidité de ce secteur; ii) promouvoir un plan de restructuration solide et rapide pour une grande banque en difficulté; et iii) favoriser l'adoption des meilleures pratiques relatives aux ratios prudentiels sur la concentration des risques, éliminer les exceptions existantes en faveur de certaines entreprises et appliquer de façon graduelle mais continue ces changements.

38. **Le budget 2010 doit être révisé.** Les autorités se sont entretenues avec les services du FMI de certains ajustements à apporter au budget. Pour assurer la transparence, une loi de finances rectificative devrait être préparée et présentée à l'Assemblée nationale. Les autorités auront ainsi l'occasion de réaffecter les dépenses non prioritaires et d'adopter d'autres mesures correctives qui pourraient aider à réduire le déficit de financement subsistant. Cela permettrait en outre de prévenir toute compression excessive des investissements publics prioritaires et l'apparition de nouveaux arriérés intérieurs.

39. **Pour accélérer la croissance il faudra engager des mesures concrètes propres à corriger les goulets d'étranglement existants.** Les services du FMI reconnaissent la nécessité de remédier aux graves lacunes d'infrastructure, ce qui contribuerait à promouvoir l'investissement privé. Pour atteindre ces objectifs, il faudra relever le taux d'exécution des investissements publics, améliorer la capacité d'absorption et réduire l'incertitude quant au cadre réglementaire. Le TCER du Cameroun semble être dans l'ensemble conforme aux fondamentaux, mais la compétitivité reste entravée par des facteurs, autres que les prix, liés au caractère peu propice du climat des affaires. Les services du FMI ont encouragé les autorités à prendre des mesures concrètes pour mettre en œuvre les initiatives visant à améliorer le climat des affaires.

40. **Il ressort de la mise à jour de l'AVD des pays à faible revenu que le risque de surendettement du Cameroun est faible.** Les autorités doivent toutefois continuer à mettre

en œuvre une politique d'emprunt prudente qui fait appel aux dons et aux prêts très concessionnels pour le financement de leur programme de développement. Elles doivent également continuer à œuvrer avec les institutions régionales pour mettre rapidement en place un marché régional de titres publics, étape essentielle pour réduire la vulnérabilité actuelle aux chocs de financement extérieur.

41. **Il y a lieu de suivre de près l'évolution du secteur financier.** Celui-ci étant actuellement vulnérable, les services du FMI recommandent aux autorités de surveiller étroitement son évolution pour pouvoir détecter rapidement tout changement dans les facteurs de risque.

42. Les services du FMI recommandent que les prochaines consultations au titre de l'article IV aient lieu dans un délai de 12 mois.

Tableau 1. Cameroun – Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008–15

	2008	2009		2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Effectifs	RP/09/318	Est.							Proj.
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)									
Revenu national et prix									
PIB en prix constants	2.9	2.4	2.0	2.6	2.9	4.5	4.6	4.7	3.5
Pétrolier	-1.8	-9.4	-15.3	-12.2	-10.2	28.6	20.3	14.6	-11.7
Non pétrolier	3.2	3.1	3.0	3.3	3.4	3.6	3.9	4.2	4.4
Déflateur du PIB	5.5	-3.3	-3.3	3.2	3.1	3.0	2.8	2.6	2.4
Prix à la consommation (moyenne sur 12 mois)	5.3	2.7	3.0	3.0	2.7	2.7	2.7	2.7	2.7
PIB nominal (milliards de francs CFA)	10,629	10,311	10,474	11,091	11,767	12,662	13,617	14,631	15,509
Pétrolier	1,070	718	594	682	620	836	1,037	1,219	1,112
Non pétrolier	9,558	9,593	9,881	10,409	11,147	11,825	12,580	13,412	14,397
Production de pétrole (milliers de barils par jour)	84	78	73	64	58	74	90	103	91
Commerce extérieur									
Volume des exportations	0.7	-4.6	-4.8	-0.3	3.4	10.6	10.4	9.8	4.5
<i>dont</i> : secteur non pétrolier	1.7	-4.1	-2.4	2.0	6.5	7.0	8.0	8.5	9.0
Volume des importations	5.8	-8.1	-5.2	4.6	4.6	4.7	4.9	5.2	5.3
Prix moyen à l'exportation de pétrole (\$EU le baril)	94.3	57.5	58.8	69.3	68.5	71.3	73.0	74.5	76.5
Taux de change effectif nominal	2.1	...	-1.4	...	...	...	...	...	...
Taux de change effectif réel	3.9	...	1.3	...	...	...	...	...	...
Termes de l'échange ("-" = détérioration)	-2.1	-20.9	-15.0	9.2	-4.3	2.3	2.6	1.4	-5.9
Monnaie et crédit (fin de période)									
Avoirs intérieurs nets ¹	1.6	14.6	4.2	6.2	4.9	4.3	2.1	0.0	3.2
Crédit net au secteur public ¹	-6.5	1.7	3.5	6.3	1.0	0.4	-2.0	-4.2	-1.0
Crédit au secteur privé	19.6	13.0	7.1	7.1	8.1	8.2	8.4	8.5	8.8
Monnaie au sens large (M2)	13.4	0.4	6.9	7.0	7.5	8.0	8.1	8.2	8.2
Opérations de l'administration centrale									
Total des recettes	13.6	-12.8	-13.3	-0.7	5.6	13.7	12.5	11.0	2.8
Total des dépenses	27.5	-2.9	-1.7	12.2	3.2	6.7	6.0	7.2	6.8
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)									
Épargne nationale brute	16.3	12.1	13.9	13.2	13.6	15.2	17.1	18.3	18.0
Investissement intérieur brut	18.1	18.0	16.6	17.4	17.9	18.2	18.7	19.0	19.5
Investissement public	5.5	5.8	4.2	4.9	5.1	5.3	5.6	5.8	6.0
Investissement privé	12.5	12.2	12.4	12.5	12.7	12.9	13.1	13.3	13.5
Opérations de l'administration centrale									
Total des recettes (hors dons)	20.0	18.1	17.6	16.5	16.4	17.3	18.1	18.7	18.2
Recettes pétrolières	7.6	4.9	4.8	3.6	3.2	4.2	5.0	5.5	4.6
Recettes non pétrolières (% du PIB non pétrolier)	13.7	14.2	13.5	13.7	13.9	14.1	14.3	14.5	14.6
Total des dépenses	18.5	18.7	18.4	19.5	19.0	18.8	18.6	18.5	18.7
Solde budgétaire (y compris variations nettes des arriérés)									
Hors dons	1.1	-1.8	-1.1	-6.0	-2.8	-1.7	-0.6	0.1	-0.5
Dons inclus	2.0	-0.8	-0.2	-5.2	-2.1	-1.2	-0.2	0.5	-0.2
Solde primaire hors pétrole (% du PIB non pétrolier)	-5.5	-4.3	-4.9	-5.9	-5.0	-5.1	-5.0	-4.9	-4.8
Secteur extérieur									
Solde extérieur courant (dons inclus)	-1.8	-5.9	-2.7	-4.2	-4.3	-3.0	-1.6	-0.7	-1.5
Réserves officielles brutes (réserves imputées, milliards \$EU)									
Réserves imputées (milliards de \$EU)	3.0	2.3	3.6	3.3	3.4	3.6	3.9	4.4	4.7
Réserves imputées (% de la monnaie au sens large)	63.2	48.6	68.0	64.2	62.2	61.0	62.0	64.9	64.6
Dettes publiques									
Total	9.5	12.4	9.6	13.4	14.4	14.5	14.8	14.7	15.1
Extérieure	5.4	7.5	4.9	6.6	8.6	10.2	11.3	12.3	13.4
(En pourcentage des exportations de biens et services, sauf indication contraire) ²									
VAN de la dette extérieure	11.8	21.3	13.7	21.1	27.1	29.7	30.8	31.9	36.2
Service de la dette extérieure	0.8	1.5	1.3	0.9	0.9	1.0	1.1	1.0	1.4
Service de la dette extérieure (en pourcentage des recettes publiques)	1.2	1.8	1.8	1.4	1.4	1.5	1.7	1.6	2.1

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹En pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.²Les estimations sont établies sur la base de l'AVD révisée (juin 2010) à l'aide de la méthodologie du cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu.

Note: ... = non disponible.

RP = Rapport du Pays.

Tableau 2. Cameroun -- Opérations financières de l'État, sur base caisse, 2008–15
(Milliards de francs CFA, sauf indication contraire)

	2008		2009		2010		2011	2012	2013	2014	2015
	Effectifs	RP/09/318	Est.	Budget	Proj.			Proj.			
Total des recettes et dons	2,214	1,978	1,926	1,986	1,916	2,011	2,254	2,524	2,792	2,868	
Total des recettes	2,122	1,870	1,839	1,875	1,826	1,929	2,194	2,469	2,740	2,818	
Recettes pétrolières	810	504	507	407	396	376	527	675	799	718	
Recettes non pétrolières	1,312	1,366	1,331	1,468	1,431	1,554	1,667	1,794	1,940	2,100	
Total des dons	92	108	87	111	90	82	60	55	53	50	
Projets	26	11	28	50	28	30	16	14	13	12	
Programmes	0	5	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres (allègement de la dette)	66	93	59	62	61	51	44	41	39	38	
Total des dépenses	1,966	1,925	1,932	2,240	2,168	2,238	2,387	2,530	2,712	2,896	
Dépenses courantes	1,395	1,338	1,491	1,563	1,600	1,632	1,713	1,772	1,871	1,967	
Traitements et salaires	561	624	629	685	685	722	777	830	897	946	
Biens et services	512	491	541	555	529	547	583	614	660	693	
Financées par l'allègement de la dette	27	55	40	49	49	30	28	26	10	10	
Subventions et transferts	286	187	289	286	348	317	298	271	256	272	
dont : subventions aux carburants	58	0	18	58	120	104	72	60	24	0	
Pensions	94	100	104	110	110	117	126	135	145	156	
Intérêts exigibles	36	36	33	38	38	47	54	57	58	56	
Dette extérieure	32	26	29	31	31	24	26	28	29	31	
Dette intérieure	4	10	4	7	7	23	29	29	29	24	
Dépenses en capital	589	587	441	677	548	606	674	757	842	929	
Investissements intérieurs	410	453	356	497	389	431	476	526	587	638	
Investissements financés sur ressources extérieur	99	114	73	160	138	165	197	231	255	292	
Réhabilitation et participation	80	20	12	20	20	10	0	0	0	0	
Prêts nets ¹	-14	0	0	0	20	0	0	0	0	0	
Dépenses non classées	-4	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Solde global, non compris variations nettes des arriérés											
Hors dons	156	-54	-93	-365	-341	-308	-192	-61	27	-79	
Dons inclus	248	54	-6	-254	-251	-227	-132	-6	80	-29	
Paiement de certaines obligations de l'État	-37	-132	-17	-132	-325	-23	-23	-23	-14	0	
Extérieures	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Intérieures	-37	-132	-17	-132	-325	-23	-23	-23	-14	0	
dont : Restes-à-payer					-95	0	0	0	0	0	
Obligations envers la SONARA ²					-98	0	0	0	0	0	
Autres paiements (DENO)					-110	0	0	0	0	0	
Solde global, y compris variations nettes des arriérés											
Hors dons	119	-186	-110	-497	-666	-331	-215	-84	13	-79	
Dons inclus	211	-78	-23	-386	-576	-250	-155	-29	66	-29	
Financement	-211	-33	23	386	369	46	17	29	-66	29	
Financement extérieur, net	-7	16	-23	53	49	84	137	171	195	235	
Amortissement	-80	-87	-68	-57	-61	-51	-45	-46	-46	-44	
Tirages	73	103	45	110	110	135	182	218	241	279	
Financement de projets	73	103	45	110	110	135	182	218	241	279	
Financement de programmes (prêts)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Financement intérieur, net	-204	-49	45	333	320	-37	-120	-142	-261	-207	
Système bancaire	-155	10	76	205	199	2	-11	-83	-165	-127	
Système bancaire, hors C2D	-140	0	123	205	211	2	-22	-93	-147	-105	
Utilisation de l'allocation de DTS					111	0	0	0	0	0	
Amortissement	-59	-59	-31	-72	-79	-139	-173	-128	-96	-80	
Financement non bancaire	10	0	0	200	200	100	63	68	0	0	
Nouvelle émission d'obligations					200	100	63	68	0	0	
Réserves	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Autres	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
Besoin de financement résiduel	0	111	0	0	207	203	139	0	0	0	
<i>Pour mémoire</i>											
Solde budgétaire primaire ³	487	293	47	-20	-17	23	176	340	412	327	
Solde primaire hors pétrole	-526	-415	-481	-623	-609	-555	-605	-624	-662	-691	
Solde extérieur courant hors pétrole	27	137	-73	16	-99	3	14	77	122	183	
Prix du pétrole (hypothèse), \$EU le baril	94	58	59	70	69	69	71	73	75	77	
Besoin de financement résiduel (millions de \$EU)	0	229	0	0	414	394	267	0	0	0	

Sources : Autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ Le montant pour 2010 représente une dotation pour la recapitalisation d'une banque en difficulté.

² Total des arriérés envers la SONARA à fin 2009.

³ Non compris les dons, l'allègement de la dette et les investissements et la restructuration financés sur ressources extérieures.

Tableau 3. Cameroun -- Principaux indicateurs financiers, sur base caisse, 2008–15
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	2008	2009		2010		2011	2012	2013	2014	2015
	Effectifs	RP/09/318	Est.	Budget	Proj.			Proj.		
Total des recettes et dons	20.8	19.2	18.4	17.0	17.3	17.1	17.8	18.5	19.1	18.5
Total des recettes	20.0	18.1	17.6	16.1	16.5	16.4	17.3	18.1	18.7	18.2
Recettes pétrolières	7.6	4.9	4.8	3.5	3.6	3.2	4.2	5.0	5.5	4.6
Recettes non pétrolières	12.3	13.3	12.7	12.6	12.9	13.2	13.2	13.2	13.3	13.5
Total des dons	0.9	1.0	0.8	1.0	0.8	0.7	0.5	0.4	0.4	0.3
Total des dépenses	18.5	18.7	18.4	19.2	19.5	19.0	18.9	18.6	18.6	18.8
Dépenses courantes	13.1	13.0	14.2	13.4	14.4	13.9	13.6	13.1	12.9	12.8
Traitements et salaires	5.3	6.1	6.0	5.9	6.2	6.1	6.1	6.1	6.1	6.1
Biens et services	4.8	4.8	5.2	4.7	4.8	4.6	4.6	4.5	4.5	4.5
Financées par l'allègement de la dette	0.3	0.5	0.4	0.4	0.4	0.3	0.2	0.2	0.1	0.1
Subventions et transferts	2.7	1.8	2.8	2.4	3.1	2.7	2.4	2.0	1.8	1.8
<i>dont</i> : subventions aux carburants	0.5	0.0	0.2	0.5	1.1	0.9	0.6	0.4	0.2	0.0
Pensions	0.9	1.0	1.0	0.9	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0	1.0
Intérêts exigibles	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5	0.4
Dette extérieure	0.3	0.2	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	0.3	0.3	0.3
Dette intérieure	0.0	0.1	0.0	0.1	0.1	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2
Dépenses en capital	5.5	5.7	4.2	5.8	4.9	5.1	5.3	5.6	5.8	6.0
Investissements intérieurs	3.9	4.4	3.4	4.3	3.5	3.7	3.8	3.9	4.0	4.1
Investissements financés sur ressources extérieures	0.9	1.1	0.7	1.4	1.2	1.4	1.6	1.7	1.7	1.9
Réhabilitation et participation	0.8	0.2	0.1	0.2	0.2	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0
Prêts nets ¹	-0.1	0.0	0.0	0.0	0.2	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Dépenses non classées	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global, non compris variations nettes des arriérés										
Hors dons	1.5	-0.5	-0.9	-3.1	-3.1	-2.6	-1.6	-0.5	0.1	-0.6
Dons inclus	2.3	0.5	-0.1	-2.2	-2.3	-1.9	-1.1	-0.1	0.5	-0.3
Paiement de certaines obligations de l'État	-0.4	-1.3	-0.2	-1.1	-2.9	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	0.0
Extérieures	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Intérieures	-0.4	-1.3	-0.2	-1.1	-2.9	-0.2	-0.2	-0.2	-0.1	0.0
<i>dont</i> : Restes-à-payer						-0.9	0.0	0.0	0.0	0.0
Obligations envers la SONARA ²						-0.9	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres paiements (DENO)						-1.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Solde global, y compris variations nettes des arriérés										
Hors dons	1.1	-1.8	-1.1	-4.3	-6.0	-2.8	-1.7	-0.7	0.0	-0.6
Dons inclus	2.0	-0.8	-0.2	-3.3	-5.2	-2.1	-1.3	-0.3	0.4	-0.3
Financement	-2.0	-0.3	0.2	3.3	3.3	0.4	0.1	0.2	-0.5	0.2
Financement extérieur, net	-0.1	0.2	-0.2	0.5	0.4	0.7	1.1	1.3	1.3	1.5
Amortissement	-0.8	-0.8	-0.6	-0.5	-0.6	-0.4	-0.4	-0.3	-0.3	-0.3
Tirages	0.7	1.0	0.4	0.9	1.0	1.1	1.4	1.6	1.7	1.8
Financement de projets	0.7	1.0	0.4	0.9	1.0	1.1	1.4	1.6	1.7	1.8
Financement de programmes (prêts)	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Financement intérieur, net	-1.9	-0.5	0.4	2.8	2.9	-0.3	-0.9	-1.0	-1.8	-1.3
Système bancaire	-1.5	0.1	0.7	1.8	1.8	0.0	-0.1	-0.6	-1.1	-0.8
Système bancaire, hors C2D	-1.3	0.0	1.2	1.8	1.9	0.0	-0.2	-0.7	-1.0	-0.7
Utilisation de l'allocation de DTS						1.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Amortissement	-0.6	-0.6	-0.3	-0.6	-0.7	-1.2	-1.4	-0.9	-0.7	-0.5
Financement non bancaire	0.1	0.0	0.0	1.7	1.8	0.8	0.5	0.5	0.0	0.0
Nouvelle émission d'obligations						1.8	0.9	0.6	0.0	0.0
Réserves	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Autres	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Besoin de financement résiduel	0.0	1.1	0.0	0.0	1.9	1.7	1.1	0.1	0.1	0.1
<i>Pour mémoire</i>										
						(En pourcentage du PIB non pétrolier)				
Recettes non pétrolières	13.7	14.2	13.5	13.4	13.7	13.9	14.1	14.3	14.5	14.6
Solde primaire non pétrolier	-5.5	-4.3	-4.9	-5.7	-5.9	-5.0	-5.1	-5.0	-4.9	-4.8
Solde extérieur courant non pétrolier	0.3	1.4	-0.8	0.1	-1.0	0.0	0.1	0.6	0.8	1.2
						(En pourcentage du PIB)				
Solde budgétaire primaire ³	2.7	-0.4	0.3	-1.9	-1.9	-1.5	-0.6	0.4	0.9	0.2
Encours de la dette publique totale	9.5	12.4	9.6	...	14.1	15.6	16.2	16.9	17.3	18.0
Encours de la dette publique extérieure	5.4	7.5	4.9	...	7.3	9.8	11.9	13.5	14.9	16.3
PIB nominal (milliards de francs CFA)	10,629	10,311	10,474	11,683	11,091	11,767	12,662	13,617	14,631	15,509
PIB non pétrolier (milliards de francs CFA)	9,558	9,593	9,881	10,967	10,409	11,147	11,825	12,580	13,412	14,397

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹ Le montant pour 2010 représente une dotation pour la recapitalisation d'une banque en difficulté.

²Total des arriérés envers la SONORA à fin 2009.

³Non compris les dons, l'allègement de la dette et les investissements et la restructuration financés sur ressources extérieures.

Tableau 4. Cameroun -- Balance des paiements, 2008–15

	2008	2009		2010	2011 [†]	2012 [†]	2013 [†]	2014 [†]	2015
	Effectifs	RP/09/318	Est.				Proj.		
	(Milliards de francs CFA)								
Solde des transactions courantes	-191	-610	-282	-471	-503	-377	-213	-103	-227
Balance commerciale	206	-441	-154	-83	-222	-38	183	383	165
Exportations, biens	2,638	1,687	1,926	2,227	2,288	2,625	3,023	3,421	3,426
Pétrole et produits pétroliers	1,411	808	767	888	818	1,109	1,381	1,628	1,478
Secteur non pétrolier	1,227	878	1,159	1,339	1,470	1,516	1,642	1,793	1,947
Importations, biens	-2,432	-2,128	-2,080	-2,310	-2,510	-2,663	-2,840	-3,038	-3,261
Services (net)	-527	-234	-299	-430	-380	-422	-444	-497	-443
Revenu (net)	-147	-111	-60	-180	-158	-170	-199	-233	-207
Transferts (net)	278	176	231	222	257	253	248	245	258
Entrées	356	198	252	273	279	281	282	285	294
Sorties	-79	-22	-21	-51	-22	-28	-34	-40	-37
Solde du compte de capital et d'opérations financières	381	170	351	283	369	343	397	374	406
Compte de capital	78	11	28	28	30	16	14	13	12
Transferts en capital	78	11	28	28	30	16	14	13	12
Compte d'opérations financières	302	160	323	255	339	328	383	361	394
Capitaux officiels	53	28	126	68	141	185	219	227	256
Emprunts à long terme	133	115	213	129	191	230	266	273	300
dont : allocation de DTS	0	0	111	0	0	0	0	0	0
Capitaux privés (net)	249	132	197	187	198	142	164	134	138
Erreurs et omissions, net	-40	0	78	0	0	0	0	0	0
Balance globale	149	-439	147	-188	-134	-34	185	271	179
Financement	-149	439	-147	188	134	34	-185	-271	-179
Banque des États de l'Afrique centrale	-149	328	-147	-19	-69	-105	-185	-271	-179
Recours aux ressources du FMI (net)	4	0	70	0	-1	-1	-2	-3	-23
Variation des réserves imputées (net)	-153	328	-217	-19	-68	-104	-183	-268	-156
dont : allocation de DTS	0	0	-111	0	0	0	0	0	0
Besoin de financement	0	111	0	207	203	139	0	0	0
	(En pourcentage du PIB)								
Balance commerciale	1.9	-4.3	-1.5	-0.8	-1.9	-0.3	1.3	2.6	1.1
Importations	-22.9	-20.6	-19.9	-20.8	-21.3	-21.0	-20.9	-20.8	-21.0
Exportations non pétrolières	11.5	8.5	11.1	12.1	12.5	12.0	12.1	12.3	12.6
Solde des transactions courantes									
Hors dons	-2.5	-6.9	-3.4	-5.1	-5.0	-3.5	-2.0	-1.1	-1.8
Dons inclus	-1.8	-5.9	-2.7	-4.2	-4.3	-3.0	-1.6	-0.7	-1.5
Balance globale	1.4	-4.3	1.4	-1.7	-1.1	-0.3	1.4	1.9	1.2
Besoin de financement	0.0	1.1	0.0	1.9	1.7	1.1	0.0	0.0	0.0
	(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)								
Volume des exportations	0.7	-4.6	-4.8	-0.3	3.4	10.6	10.4	9.8	4.5
Secteur pétrolier	-2.6	-6.2	-13.2	-9.2	-10.1	29.7	20.9	15.0	-12.0
Secteur non pétrolier	1.7	-4.1	-2.4	2.0	6.5	7.0	8.0	8.5	9.0
Volume des importations	5.8	-8.1	-5.2	4.6	4.6	4.7	4.9	5.2	5.3
Termes de l'échange	-2.1	-20.9	-15.0	9.2	-4.3	2.3	2.6	1.4	-5.9
Indice des prix des exportations non pétrolières (FCFA)	2.7	-8.2	-3.2	13.3	3.0	-3.6	0.3	0.6	-0.4
Indice des prix des importations (FCFA)	12.6	1.0	-9.8	6.2	3.8	1.4	1.6	1.7	1.9
Taux de change (FCFA pour 1 \$EU)	447.9	484.7	472.1	...	...	...	...	...	...
Réserves officielles brutes (réserves imputées, milliards \$EU)	3.0	2.3	3.6	3.3	3.4	3.6	3.9	4.4	4.7
(en pourcentage de la monnaie au sens large)	63.2	48.6	68.0	64.2	62.2	61.0	62.0	64.9	64.6

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

Tableau 5. Cameroun -- Situation monétaire, décembre 2008--décembre 2015

(Milliards de francs CFA, sauf indication contraire)

	2008	2009			2010	2011	2012	2013	2014	2015
	Déc.	Jun	Déc.		Déc.					
	Effectifs	Est.	PR/09/318	Est.	Proj.					
Avoirs extérieurs nets	1,732	1,691	1,416	1,794	1,813	1,882	1,987	2,171	2,443	2,621
Banque des États de l'Afrique centrale (BEAC)	1,428	1,552	1,112	1,464	1,483	1,552	1,657	1,841	2,112	2,291
Banques commerciales	304	140	304	330	330	330	330	330	330	330
Avoirs intérieurs nets	571	493	896	669	822	950	1,072	1,135	1,135	1,250
Crédit intérieur	855	686	1,035	1,007	1,245	1,374	1,495	1,558	1,558	1,673
Créances nettes sur le secteur public	-250	-476	-212	-170	-14	12	22	-37	-175	-211
Crédit net à l'administration centrale	-378	-449	-368	-302	-103	-101	-112	-195	-360	-487
Créances	106	107	...	178	339	389	439	464	464	454
Dépôts (net)	-484	-556	-368	-480	-442	-491	-551	-659	-824	-941
Crédit aux organismes autonomes	14	15	14	15	15	18	20	20	20	20
Crédit aux entreprises publiques	114	88	143	117	74	96	115	138	166	257
Crédit aux institutions financières	17	17	17	11	11	12	14	14	16	16
Crédit au secteur privé	1,088	1,146	1,230	1,166	1,248	1,349	1,459	1,582	1,717	1,868
Autres postes (net)	-284	-194	-140	-338	-423	-423	-423	-423	-423	-423
Monnaie et quasi-monnaie	2,303	2,184	2,312	2,462	2,635	2,832	3,059	3,307	3,578	3,871
Circulation fiduciaire hors banques	431	358	431	447	458	470	483	498	514	532
Dépôts	1,873	1,826	1,881	2,015	2,177	2,363	2,576	2,809	3,063	3,339
Pour mémoire :										
Contribution à la croissance de la monnaie au sens large (points de pourcentage)										
Avoirs extérieurs nets	11.5	-1.8	-14.2	2.7	0.8	2.6	3.7	6.0	8.2	5.0
Avoirs intérieurs nets	1.6	-3.4	14.6	4.2	6.2	4.9	4.3	2.1	0.0	3.2
dont : crédit à l'administration centrale	-7.7	-3.1	0.4	3.3	8.1	0.1	-0.4	-2.7	-5.0	-3.5
Crédit au secteur privé (variation annuelle en %)	19.6	16.7	13.0	7.1	7.1	8.1	8.2	8.4	8.5	8.8
Monnaie au sens large (variation annuelle en %)	13.4	7.7	0.4	6.9	7.0	7.5	8.0	8.1	8.2	8.2
Numéraire	21.2	21.8	0.1	3.9	2.3	2.6	2.9	3.1	3.3	3.4
Dépôts	11.7	5.3	0.5	7.6	8.0	8.5	9.0	9.0	9.1	9.0
Vitesse de circulation (PIB/M2, moyenne)	5.1	...	5.0	4.7	4.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.5
Dépôts utilisables de l'État ¹										
En valeur nominale (milliards de CFAF)	224.9	246.3	...	153.7	53.7	52.2	73.8	166.4	313.3	418.8
En mois de dépenses totales ²	1.4	1.6	...	1.0	0.3	0.3	0.4	0.9	1.5	1.9

Sources : BEAC et estimations et projections des services du FMI.

¹ Dépôts qui sont immédiatement disponibles (non affectés) pour les opérations de l'État.

² Non compris les investissements financés sur ressources extérieures.

Tableau 6. Cameroun et CEMAC : indicateurs de solidité du système bancaire, 2007-09
(En pourcentage, sauf indication contraire)

	Cameroun			CEMAC		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Fonds propres						
Fonds propres réglementaires/actifs pondérés des risques ¹	10.4	10.9	9.6	12.7	25.8	17,9
Fonds propres réglementaires de catégorie 1/actifs pondérés des risques	9,8	10.4	10.3	13.7	25.2	19.9
Fonds propres (valeur nette)/actifs	5.6	5.3	4.9	5.7	7.2	6.4
Qualité des actifs						
Prêts bruts/ total des actifs	48.8	54.4	54.2	41.3	49.1	48.9
Ratio des prêts improductifs ²	12.5	11.5	12.9	11.2	9.1	10,6
Ratio des prêts improductifs, net ³	1.1	1.2	3.0	1.6	1.5	2.9
Taux de provisionnement	92.2	91.1	79.1	87.5	85.4	74.8
Gains et rentabilité						
Dépenses de personnel/revenu brut	55.2	46.8	---	45.2	39.3	---
Rendement des actifs	1.2	2.1	---	1.7	1.7	---
Rendement des fonds propres	24.8	20.6	---	29.8	23.7	---
Liquidité						
Actifs liquides/total des actifs	41.4	38.5	34.9	50.5	43.2	39.6
Actifs liquides/passifs à court terme	239.9	224.9	203.3	237.6	235.3	213.3
Total des prêts (non interbancaires) à la clientèle	69.7	66.9	66.0	51.9	61.8	60.8
Dépôts						
Actifs liquides/dépôts de la clientèle	51.7	47.4	42.5	157.9	129.3	116.9

¹. Les fonds propres réglementaires sont parfois plus faibles que les fonds propres de base ou de catégorie 1 s'il y a des non-valeurs importantes dans le portefeuille des banques.

². Prêts improductifs bruts/prêts bruts.

³. Prêts improductifs nets des provisions/encours des prêts.

Tableau 7. Cameroun – Objectifs du Millénaire pour le développement, 1990-2008

	1990	1995	2000	2005	2008	2008 AfSS
Objectif 1 : réduire l'extrême pauvreté et la faim						
Ratio emploi/population âgée de 15 ans et plus, total (%)	59,0	59,0	60,0	60,0	59,0	64,0
Ratio emploi/population, âgée de 15 à 24 ans, total (%)	37,0	37,0	37,0	35,0	33,0	49,0
PIB par personne employée (\$ PPA constants de 1990)	3124,0	2407,0	2687,0	2901,0	2991,0	3235,0
Part de revenu détenue par les 20% les plus pauvres	..	6,0	6,0	..	..	..
Prévalence de la malnutrition, pondérée par âge (% d'enfants de moins de 5 ans)	18,0	..	18,0	17,0	17,0	25,0
Écart de pauvreté à 1,25 \$ par jour (PPA) (%)	..	19,0	10,0	..	..	..
Ratio numérique de pauvreté à 1,25 \$ par jour (PPA) (% de la population)	..	51,0	33,0	..	..	..
Emplois vulnérables, total (% de l'emploi total)	..	80,0	76,0	..	..	..
Objectif 2 : assurer l'éducation primaire pour tous						
Taux d'alphabétisation des jeunes femmes (% de femmes âgées de 15-24 ans)	..	..	78,0	..	84,0	71,0
Taux d'alphabétisation des jeunes hommes (% d'hommes âgés de 15 à 24 ans)	..	..	88,0	..	88,0	79,0
Persévérance jusqu'à la dernière année du primaire, total (% de la cohorte)	..	..	44,0	59,0	57,0	..
Taux d'achèvement des études primaires, total (% du groupe d'âge pertinent)	54,0	..	50,0	52,0	73,0	62,0
Total des inscriptions, primaire (% net)	..	..	..	..	88,0	74,0
Objectif 3 : promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes						
Proportion des sièges des parlements nationaux occupés par des femmes (%)	14,0	12,0	6,0	9,0	14,0	18,0
Ratio femmes/hommes inscrits dans le primaire (%)	86,0	90,0	85,0	84,0	86,0	91,0
Ratio femmes/hommes inscrits dans le secondaire (%)	71,0	..	80,0	79,0	80,0	78,0
Ratio femmes/hommes inscrits dans l'enseignement supérieur (%)	..	..	64,0	66,0	79,0	..
Proportion des femmes employées dans le secteur non agricole	..	19,2	22,2	..	..	..
Objectif 4 : réduire la mortalité infantile						
Vaccination contre la rougeole (% d'enfants âgés de 12 à 23 mois)	56,0	46,0	49,0	68,0	80,0	72,0
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances vivantes)	92,0	93,0	91,0	86,0	82,0	86,0
Taux de mortalité des moins de 5 ans (pour 1 000)	149,0	149,0	147,0	138,0	131,0	144,0
Objectif 5 : améliorer la santé maternelle						
Taux de fécondité des adolescentes (naissances pour 1 000 femmes âgées de 15 à 19 ans)	..	..	140,0	132,0	126,0	116,0
Naissances assistées par un personnel de santé qualifié (% du total)	58,0	..	60,0	63,0	63,0	46,0
Prévalence de l'utilisation des contraceptifs (% de femmes âgées de 15 à 49 ans)	16,0	..	26,0	29,0	29,0	23,0
Taux de mortalité maternelle (estimation modélisée pour 100.000 naissances vivantes)	..	..	..	1000,0	..	..
Femmes enceintes bénéficiant de soins prénatals (%)	79,0	..	75,0	82,0	82,0	72,0
Besoins non satisfaits de contraceptifs (% de femmes mariées âgées de 15 à 49 ans)	22,0	..	20,0	20,0	..	..
Objectif 6 : combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies						
Enfants fiévreux qui reçoivent des médicaments antipaludiques (% d'enfants fiévreux de moins de 5 ans)	..	..	66,0	58,0	58,0	34,0
Utilisation de préservatifs, population féminine âgée de 15 à 24 ans (% de femmes âgées de 15 à 24 ans)	..	..	9,0	24,0	..	15,0
Utilisation de préservatifs, population masculine âgée de 15 à 24 ans (% d'hommes âgés de 15 à 24 ans)	..	..	27,0	52,0	..	36,0
Incidence de la tuberculose (pour 100.000 habitants)	81,0	116,0	168,0	202,0	187,0	352,0
Prévalence du VIH chez les femmes (% de femmes âgées de 15 à 24 ans)	..	..	..	4,3	4,3	3,3
Prévalence du VIH chez les hommes (% d'hommes âgés de 15 à 24 ans)	..	..	..	1,2	1,2	1,1
Prévalence du VIH, total (% de la population âgée de 15 à 49 ans)	0,8	4,7	6,2	5,4	5,1	5,0
Taux de détection des cas de tuberculose (toutes formes)	..	41,0	35,0	85,0	93,0	46,0
Objectif 7 : assurer un environnement durable						
Superficie couverte par des forêts (% de la superficie du territoire)	\$51,90	\$49,60	\$47,30	\$44,90	\$44,00	26,1
Population ayant accès à des installations sanitaires améliorées (%)	\$39,00	\$43,00	\$47,00	\$51,00	\$51,00	31,0
Population ayant accès à une source d'eau améliorée (%)	\$49,00	\$56,00	\$63,00	\$70,00	\$70,00	58,0
Zones marines protégées (% de la superficie totale du territoire)	..	..	..	\$1,00	\$0,00	0,0
Zones terrestres protégées (% de la superficie totale du territoire)	..	..	..	..	\$10,00	12,0
Objectif 8 : mettre en place un partenariat mondial pour le développement						
Nombre d'utilisateurs de l'internet (pour 100 habitants)	0,0	0,0	0,3	1,4	3,8	6,5
Nombre d'abonnements au téléphone cellulaire (pour 100 habitants)	0,0	0,0	1,0	13,0	32,0	33,0
Nombre de lignes téléphoniques (pour 100 habitants)	0,0	0,0	1,0	1,0	1,0	2,0

Source : Indicateurs du développement dans le monde, Banque mondiale.

FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
ET ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT
CAMEROUN

Viabilité de la dette : analyse conjointe FMI/Banque mondiale¹

Préparée par les services du Fonds monétaire international
et de l'Association internationale de développement

Approuvée par Seán Nolan et Dhaneshwar Ghura (FMI)
et Sudarshan Gooptu et Sudhir Shetty (Banque mondiale)

28 juin 2010

L'analyse de viabilité de la dette (AVD) du Cameroun effectuée conjointement par le FMI et la Banque mondiale selon le cadre établi pour les pays à faible revenu montre que le risque de surendettement de ce pays continue d'être peu élevé. Dans le scénario de référence et selon les tests de résistance, les ratios d'endettement extérieur restent tous très en deçà des seuils liés aux politiques mises en œuvre; en outre, les indicateurs de la dette publique demeurent à des niveaux confortables. Ce risque peu élevé ouvre la possibilité de contracter, dans certaines limites, des emprunts non concessionnels. Cependant, il faudra continuer d'évaluer cette concessionnalité prêt par prêt, le Cameroun étant classé parmi les pays à faible capacité. Eu égard à la baisse prévisible des recettes pétrolières à long terme, il reste souhaitable de renforcer les pratiques de gestion de la dette, d'améliorer la mobilisation des recettes non pétrolières et d'élargir la base des exportations.

¹ Cette analyse a été préparée par les services du FMI et de l'IDA en collaboration avec les autorités camerounaises. Les données sur la dette, les questions de viabilité et la nouvelle politique en matière de plafonnement de la dette ont été examinées avec les autorités dans le cadre des consultations de 2010 au titre de l'article IV. La présente AVD est conforme à la « Staff Guidance Note on the Application of the Joint Fund-Bank Debt Sustainability Framework for Low-Income Countries » publiée le 22 janvier 2010 à l'intention des services des deux institutions (<http://www.IMF.org/external/pp/longres.aspx?id=4419> et <http://go.worldbank.org/JBKAT4BH40>) et met à jour celle de 2009 (rapport du FMI n° 09/318 sur le Cameroun <http://www.IMF.org/external/pubs/cat/longres.cfm?sk=23423.0>). En l'absence d'informations sur les créances du Cameroun, la présente AVD a été menée sur la base de créances brutes (et non nettes).

I. CADRE GÉNÉRAL

1. **Le présent rapport met à jour l'analyse de viabilité de la dette (AVD) de 2009 (Rapport du FMI n° 09/318).** Le scénario de référence se situe dans le droit fil des derniers entretiens au titre de l'article IV avec les autorités (mars-avril 2010). Depuis l'AVD de 2009, le Cameroun a subi le contrecoup de la crise mondiale qui a provoqué un recul des exportations et une baisse des cours des produits de base. Ces facteurs ont freiné la croissance du PIB, et pénalisé sensiblement la balance des paiements et les comptes budgétaires. L'impact de la crise a toutefois été moins fort que prévu, grâce à la réaction des autorités, ainsi qu'à l'aide du FMI au titre du volet de la composante d'accès rapide de la Facilité de protection contre les chocs exogènes (CAR-FCE).
2. **L'AVD est basée sur des données de la fin de 2009 fournies par les autorités.** À l'heure actuelle, les données de la dette couvrent la dette extérieure de l'administration centrale, la dette garantie par l'État et la dette intérieure (selon estimation). Malgré les efforts déployés pour améliorer les statistiques de la dette, la couverture des engagements des entreprises publiques, des passifs conditionnels des établissements financiers et des créances non payées des entreprises publiques et parapubliques reste inégale.
3. **Des accords d'allègement de la dette ont été conclus avec les créanciers bilatéraux et la plupart des créanciers commerciaux.** Pour l'heure, tous les accords bilatéraux avec les créanciers membres et non membres du Club de Paris ont été signés. Des accords ont aussi été conclus avec la plupart des créanciers commerciaux membres du Club de Londres dont l'encours des créances a été ramené à 1,24 million de dollars en 2009. Les autorités, qui n'épargnent aucun effort pour apurer la dette exigible (0,06 % du PIB), éprouvent des difficultés à entrer en relation avec certains créanciers soit faute de réponse de leur part, soit parce qu'ils ont cessé d'exister en tant qu'entités commerciales.
4. **La situation de la dette du Cameroun s'est nettement améliorée ces dernières années.** Le ratio dette publique/PIB a été ramené de 51,8 % en 2005 à 9,6 % en 2009 (2,16 milliards de dollars) grâce à l'allègement PPTE et IADM de 2006 et à l'application par la suite d'une politique d'endettement prudente (tableau 1 du texte)². Depuis cet allègement, la dette extérieure a encore diminué en raison : i) d'une réduction des prêts nets des entreprises publiques, ii) du règlement de la plupart des emprunts commerciaux et iii) des effets de valorisation dus aux variations du taux de change. Par ailleurs, les recettes exceptionnelles mobilisées grâce à la hausse du cours du pétrole plus importante que prévu en 2008 ont permis de rembourser une fraction considérable de la dette intérieure. En 2009

² Données de la dette après allègement PPTE et IADM, hors service de la dette envers la France au titre du contrat de désendettement et de développement (C2D). Le recul de la dette extérieure hors C2D entre 2008 et 2009 tient pour l'essentiel à une réévaluation par les autorités du service de la dette liée au C2D.

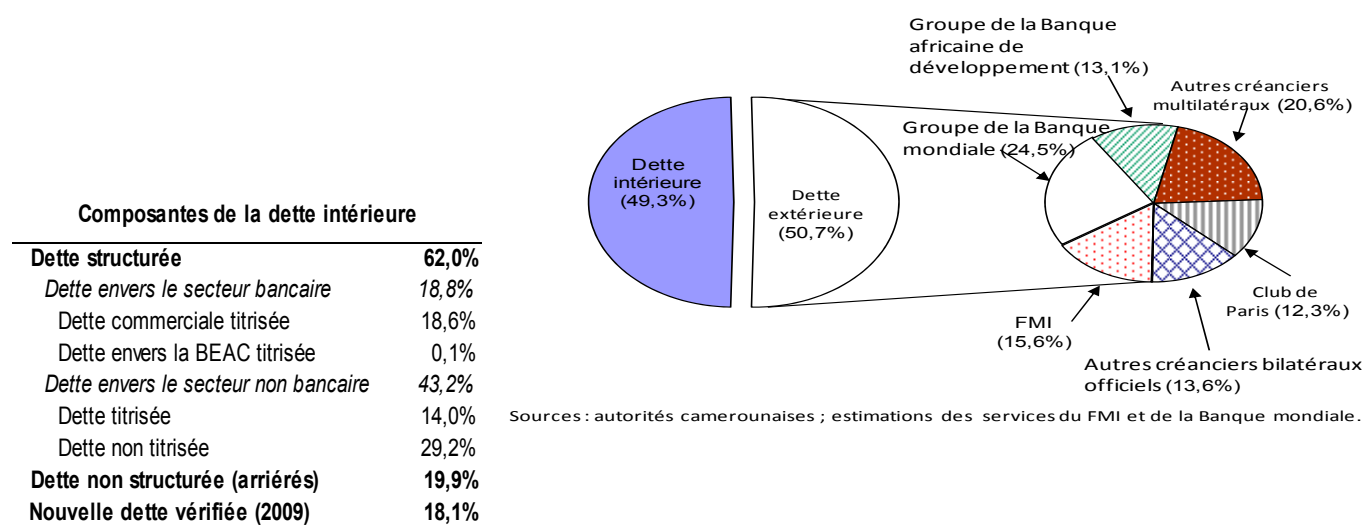
toutefois, un audit partiel a été à l'origine d'une révision à la hausse du stock de la dette intérieure³.

Tableau texte 1. Cameroun — Stock de la dette publique, 2008-09

	Millions de \$		% du total		% du PIB	
	2008	2009	2008	2009	2008	2009
Total	2 107,1	2 163,0	100,0	100,0	9,5	9,6
Extérieure	1 199,9	1 095,8	56,9	50,7	5,4	4,9
Intérieure	907,2	1 067,1	43,1	49,3	4,1	4,8

Sources : autorités camerounaises ; estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

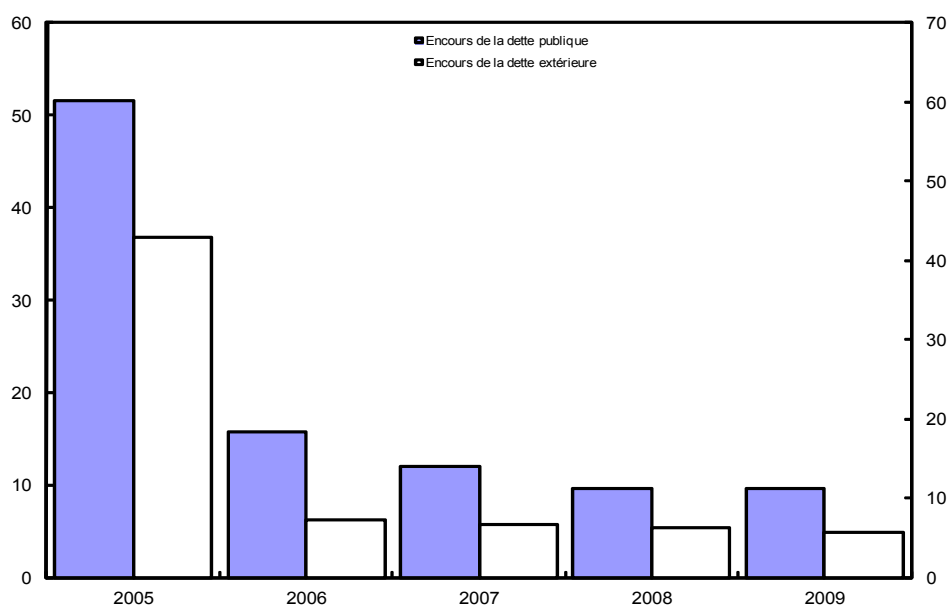
Graphique 1. Cameroun : structure de la dette contractée ou garantie par l'Etat, fin-2009



³ Jusqu'en 2009, la dette intérieure consistait pour l'essentiel en des arriérés intérieurs qui avaient été vérifiés et rééchelonnés ou titrisés en 2005.

À l'heure actuelle, la majeure partie de la dette extérieure publique est constituée par la dette bilatérale. Après l'allègement PPTTE et IADM de 2006, la part de la dette bilatérale est devenue prépondérante. Cependant, celle des prêteurs multilatéraux a augmenté en 2009 en raison de l'aide fournie par le FMI au titre de la CAR-FCE et des décaissements de l'IDA (graphique 1).

Graphique 2. Cameroun — Stock de la dette publique, 2005-2009
(Pourcentage du PIB)



Sources : autorités camerounaises ; estimations des services du FMI.

II. SCÉNARIO DE RÉFÉRENCE DE L'AVD

5. **Par rapport à la précédente AVD, le cadre macroéconomique tient compte des répercussions de la crise, mais reste pour l'essentiel inchangé en ce qui concerne les perspectives à moyen et à long terme.** Plus précisément, la croissance du PIB réel rebondit à moyen terme, sous l'effet conjugué de l'augmentation des investissements et de la mise en œuvre des réformes

structurelles. À cause des séquelles de la crise financière internationale, les projections de la croissance réelle ont toutefois été révisées à la baisse. Les exportations ont été revues à la hausse grâce à de meilleures projections de la production de pétrole et à l'augmentation des cours des principales exportations. Selon les projections, le déficit extérieur courant reste instable à moyen terme, puis se réduit progressivement à long terme. L'hypothèse que les recettes budgétaires ne varieront guère est maintenue, l'accroissement des recettes non pétrolières

compensant en partie le recul prévu des recettes pétrolières. À moyen terme, le solde budgétaire primaire hors pétrole se dégrade, les besoins sociaux et en infrastructure à satisfaire étant considérables. Néanmoins, cette dégradation se produit alors que des recettes exceptionnelles sont tirées d'un rebond temporaire de la production de pétrole, ce qui limite les besoins d'emprunt. Les nouveaux emprunts du gouvernement (tant intérieurs qu'extérieurs) augmentent progressivement à moyen terme pour aider à financer l'investissement en infrastructure. En outre, des projets d'investissement propices à la croissance sont en partie financés par l'investissement direct étranger et d'autres apports de capitaux privés.

Tableau texte 2. Cameroun — Principales hypothèses macroéconomiques, 2010-2030 (AVD actuelle et précédente)¹

	2010-11	2012-30
Croissance du PIB réel (%)		
AVD actuelle	2,7	4,6
AVD précédente	3,3	5,1
Recettes budgétaires (% du PIB) ²		
AVD actuelle	17,2	17,0
AVD précédente	18,6	17,6
Exportations (% du PIB)		
AVD actuelle	25,6	25,2
AVD précédente	23,5	23,5
Cours du pétrole (dollars EU/barril)		
AVD actuelle	68,9	75,1
AVD précédente	73,3	73,8

Sources : autorités camerounaises ; estimations des services du FMI et de la Banque mondiale.

¹ La précédente AVD portait sur la période 2009-29.

² Dons inclus.

Encadré 1. Hypothèses macroéconomiques du scénario de référence⁴

Dans un contexte marqué par l'instabilité de la production de pétrole, la croissance annuelle, qui est tirée par le secteur non pétrolier, a été revue à la baisse pour 2010-11 et ramenée à 2 ¾ % environ (3,4 % dans le cas du secteur non pétrolier). La croissance passe progressivement à 4 ¾ % d'ici à 2014 sur la base des hypothèses suivantes : rebond temporaire de la production de pétrole, augmentation des dépenses en capital, intensification des réformes structurelles portant sur le climat des affaires, la prestation d'infrastructures et de biens publics, et gestion plus efficace des finances publiques. La croissance à long terme, tirée par les secteurs non pétroliers (agriculture, industries extractives et services), ressort en moyenne à 4 ½ % sur la période 2016-30. L'inflation mesurée par l'indice des prix à la consommation a fléchi en 2009 et se maintient à moyen terme à 3 % (voire légèrement en deçà) conformément à son niveau tendanciel qui est aussi conforme aux critères de convergence de la CEMAC.

Les recettes du gouvernement/budgétaires reflètent l'instabilité des recettes pétrolières à moyen terme. Les recettes non pétrolières passent entre 2009 et la fin de la période de projection d'environ 13 ½ % à 16 % du PIB non pétrolier, du fait de l'application soutenue des mesures visant à renforcer les administrations fiscale et douanière. Les dépenses publiques augmentent en 2010-11, mais se stabilisent autour de 18 % du PIB à plus long terme. Cette trajectoire s'inscrit dans la logique d'une augmentation graduelle des dépenses en capital à moyen terme, d'une maîtrise de la croissance des dépenses courantes et d'une progression des dépenses pro-pauvres. Elle est aussi facilitée par des réformes de la gestion des finances publiques, au niveau notamment de l'affectation de crédits aux secteurs prioritaires et de leur emploi.

Le déficit courant, dons inclus, se creuse en 2010-11, avant de se réduire temporairement en 2012-14 grâce à des exportations exceptionnelles de pétrole. Un taux de change réel constant est utilisé pour les projections à long terme. Selon les projections, la croissance en volume des exportations non pétrolières (bois et cacao en particulier) reste forte (près de 9 % sur la période 2011-30), compensant ainsi la baisse progressive des exportations de pétrole. Les importations en volume s'accroissent, l'accélération de la croissance en 2011-16 allant de pair avec les importations d'équipements et de biens intermédiaires nécessaires pour réaliser les investissements d'infrastructure prévus dans le dernier DSRP. Le déficit courant est financé par l'investissement direct étranger, des emprunts extérieurs du gouvernement et d'autres apports de capitaux privés.

Après un ratio au PIB sans précédent de l'ordre de 2 ½ % en 2010-12 (imputable en partie aux besoins de financement prévus pour ces exercices), les nouveaux emprunts extérieurs diminuent et restent à environ 1 ½ % du PIB à plus long terme. Le taux d'accumulation de la dette demeure bien en deçà du plafond (5 % du PIB par an) proposé à titre indicatif par le FMI dans ses directives en matière d'endettement.

Le degré de concessionnalité des nouveaux emprunts est assez élevé. Les prêts de l'IDA représentent dans un premier temps ¼ des nouveaux emprunts annuels, le reste étant accordé par d'autres créanciers multilatéraux ou bilatéraux à des conditions moins concessionnelles. Le Cameroun franchit en 2015 (2012 in english version) le seuil IDA, de sorte que les décaissements de la Banque mondiale s'effectueront aussi à des conditions moins conditionnelles. En outre, le Cameroun utilise la totalité des récentes allocations de DTS (2009) pour apurer les arriérés intérieurs. Bien qu'elle n'ait aucun effet sur l'encours de la dette, cette mesure modifie néanmoins la trajectoire des paiements d'intérêts.

⁴ Sauf indication contraire, les estimations et projections sont en FCFA. Le scénario est en ligne avec les hypothèses et projections de la dernière édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du FMI (mai 2010).

III. VIABILITÉ DE LA DETTE EXTÉRIEURE

Scénario de référence

6. **Le cadre de viabilité de la dette des pays à faible revenu obéit à des seuils d'endettement propre à chaque pays fixe en fonction des politiques qu'il met en œuvre et de son cadre institutionnel.** Ces seuils découlent d'observations empiriques qui ont permis de constater que le niveau de viabilité de la dette d'un pays à faible revenu varie en fonction de la qualité de ses politiques et institutions. Cette qualité est mesurée par l'indice d'évaluation des politiques et institutions nationales (CPIA), établi chaque année par la Banque mondiale. Compte tenu de la moyenne mobile triennale de l'indice CPIA⁵ qu'il a obtenue eu égard au cadre de viabilité de la dette du FMI et de la Banque mondiale, le Cameroun se classe actuellement parmi les «pays à faibles résultats». Les seuils indicatifs d'endettement extérieur pour ces pays sont : ratio VAN de la dette/exportations de 100 %, ratio VAN de la dette/recettes de 200 %, ratio VAN de la dette/PIB de 30 % et ratios du service de la dette aux exportations et aux recettes de 15 et de 25 %, respectivement.

Tableau texte 3. Cameroun : ratios de la dette (scénario de référence), 2010–30

	Seuil		Moyen terme	Long terme
		2010	2010–15	2016–30
Dettes extérieures				
VAN de la dette/PIB	30,0	5,5	8,1	12,3
VAN de la dette/exportations	100,0	21,1	29,5	50,9
VAN de la dette/recettes	200,0	33,2	46,0	74,7
Service de la dette/exportations	15,0	0,9	1,0	2,5
Service de la dette/recettes	25,0	1,4	1,6	3,7
Dettes intérieures				
VAN de la dette/PIB		12,4	12,2	14,7
VAN de la dette/recettes		73,1	68,2	89,2
Service de la dette/recettes		7,1	8,3	8,2

7. **La dette extérieure du Cameroun paraît viable.** Tous les indicateurs de la dette restent en deçà de leur seuil jusqu'en 2030 dans le scénario de référence (tableau 3 du texte et graphique 3). Cependant, ils sont nettement plus élevés que dans l'AVD de 2009, l'utilisation d'un taux d'actualisation plus faible dans l'actuel modèle d'AVD faisant monter la valeur actualisée de la dette⁶. La

⁵ Dans le cas du Cameroun, l'indice est revenu entre 2005 et 2006 de 3,3 à 3,2 et s'est maintenu à ce niveau en 2007 de sorte qu'il s'est établi en moyenne pour les trois dernières années à 3,25, note qui correspond à des résultats médiocres. Ce recul est dû à la détérioration des paramètres suivants : réglementation des affaires, politiques et institutions de protection de l'environnement, ensemble de politiques structurelles et efficacité de la mobilisation des recettes.

⁶ Le taux d'actualisation a été ramené de 5 % dans l'AVD de 2009 à 4 % actuellement conformément au modèle d'AVD-PFR le plus récent.

hausse progressive du ratio VAN de la dette/exportations tient à l'hypothèse que la politique d'emprunt du Cameroun reste prudente et limitée par la capacité d'absorption⁷.

- Par hypothèse, les besoins de financement liés à l'apurement des arriérés intérieurs sont comblés à l'aide à la fois d'emprunts extérieurs concessionnels et de concours de la BEAC. Le remboursement de la dette extérieure pourrait se concentrer sur la période 2015-19, avec l'amortissement de l'aide CAR-FCE de 2009. D'après le graphique 3, les ratios du service de la dette continuent d'augmenter après 2020 sans toutefois remettre en cause la viabilité de la dette.

Autre scénario et tests de résistance

8. Les autres scénarios et les tests paramétriques montrent que les indicateurs d'endettement restent en deçà de leurs seuils respectifs jusqu'en 2030.

- Le scénario de la moyenne historique, qui est lié aux excédents antérieurs du solde courant de balance des paiements, ne risque guère de se concrétiser, la production pétrolière devant baisser au cours des 20 prochaines années. Ce scénario, dans lequel la trajectoire du ratio d'endettement est plus optimiste que dans celui de référence, est donc peu pertinent pour évaluer le risque et, pour cette raison, ne figure pas au graphique 3.
- Un choc sur les exportations serait le principal facteur aggravant de la vulnérabilité de la dette. Le test de résistance des exportations proposé dans le modèle d'AVD (croissance des exportations en dollars en 2011-12 à la moyenne historique décennale moins un écart type) fait apparaître un choc majeur dans le cas du Cameroun. En fait, la période de référence (2000-09) est instable et intègre un recul sensible des exportations en 2009. C'est pourquoi les exportations en termes de dollars diminuent de plus de 8 % en 2011 et en 2012 dans ce scénario, avant de revenir aux chiffres du scénario de référence. La hausse du ratio VAN de la dette extérieure/exportations est donc spectaculaire dans le scénario du test de résistance (graphique 3.c.) sans toutefois franchir le seuil de 100 %.

IV. VIABILITÉ DE LA DETTE DU SECTEUR PUBLIC

9. Le scénario de référence de l'AVD montre que la viabilité de la dette publique est préservée. La dette intérieure n'est désormais composée que de titres publics et de concours de la BEAC. L'émission de nouveaux titres publics sur les marchés intérieurs commence en 2010 (conformément aux projets de l'État), à des conditions analogues à ce qui s'est passé au Gabon en 2007. Selon les projections, elle représente environ 1,8 % du

⁷ Faute de moyens institutionnels et administratifs suffisants, le Cameroun n'a pu jusqu'à présent porter l'investissement financé sur ressources extérieures à plus de 0,5-1 point de PIB par an.

PIB en 2010, 0,9 % en 2011 et au moins ½ % du PIB par an en 2012-18, avant de progresser de nouveau ultérieurement. Le ratio de la dette publique s'élève graduellement à long terme. Dans un premier temps, cette hausse est imputable à l'emprunt extérieur, l'emprunt intérieur ne s'accroissant qu'à plus long terme. En somme, les ratios de la VAN de la dette au PIB et aux recettes augmentent à terme, mais le service de la dette reste à un niveau confortable jusqu'en 2030.

10. **Selon les autres scénarios et les tests paramétriques, tous les indicateurs de viabilité restent sur une trajectoire stable et ne révèlent aucune vulnérabilité particulière** (tableau 2a). Cependant, le scénario d'une croissance du PIB constamment inférieure et le test de résistance utilisant une croissance à la moyenne historique moins un écart type font ressortir une sensibilité plus importante dans la dynamique de la dette par rapport au scénario de référence.

11. **Malgré un risque faible de surendettement, le Cameroun redouble d'efforts en vue d'améliorer le cadre de gestion de sa dette.** Dans le prolongement de l'assistance technique conjointe de la Banque et du FMI, les autorités s'emploient actuellement à appliquer une nouvelle stratégie de gestion de la dette conforme aux directives de la CEMAC. Elles ont elles-mêmes commencé à produire une AVD et ont formulé une stratégie de gestion à moyen terme de la dette de l'administration centrale, qui a été jointe en annexe à la loi de finances. Un Comité national de la dette a été créé, mais doit encore être mis en place. Un audit partiel des arriérés intérieurs a été mené en 2009 et un autre est prévu en 2010.

V. LES POSSIBILITÉS D'EMPRUNTS NON CONCESSIONNELS

12. **Le Cameroun peut dans certaines limites contracter des emprunts non concessionnels.** Des emprunts non concessionnels d'un faible montant sont déjà intégrés au scénario de référence, certains engagements, dont les décaissements devraient s'étaler sur plusieurs années, ayant été signés en 2009 et au début de 2010. Par ailleurs, les services du FMI ont exploré la possibilité pour le Cameroun d'emprunter davantage à des conditions non concessionnelles. En particulier, dans le cas de l'un des scénarios du graphique 5, des emprunts non concessionnels supplémentaires sont nécessaires pour accélérer le financement et l'exécution de projets d'infrastructure déjà identifiés (présentés dans le dernier DSRP). Ces emprunts sont fixés à 70 milliards de FCFA en 2010 (environ 0,65 % du PIB), montant qui reste le même jusqu'en 2015. On s'attend donc à ce que le Cameroun continue d'emprunter à moyen terme à des conditions non concessionnelles (hypothèse réaliste en vertu de la nouvelle politique du FMI en matière de plafonnement de la dette). Les modalités des nouveaux emprunts non concessionnels sont censées être analogues à celles récemment offertes par un important prêteur bilatéral et comportent toujours un élément de libéralité élevé, quoique inférieur à 35 %. Pour des raisons de prudence, les nouveaux emprunts n'ont, par hypothèse, aucun impact sur les mesures de la capacité de

remboursement utilisées dans l'AVD (par exemple, le taux de croissance est le même que dans le scénario de référence).

13. **Dans cet autre scénario de référence, tous les indicateurs de la dette demeurent en deçà de leur seuil jusqu'en 2030.** Le test paramétrique du ratio VAN de la dette/exportations atteint le seuil sans toutefois le franchir dans le test de résistance aux chocs sur les exportations. Ce scénario n'a donc aucun effet sur le classement du Cameroun parmi les pays à faible risque, ce qui plaide en faveur de l'application d'un plafond autre que zéro aux emprunts non concessionnels dans le cadre des opérations de la Banque mondiale. (En l'absence de programme appuyé par le FMI, celui-ci n'exige aucun plafond de cette nature.) Cependant, les emprunts non concessionnels devraient rester liés à une évaluation adéquate des projets d'investissement sous-jacents.

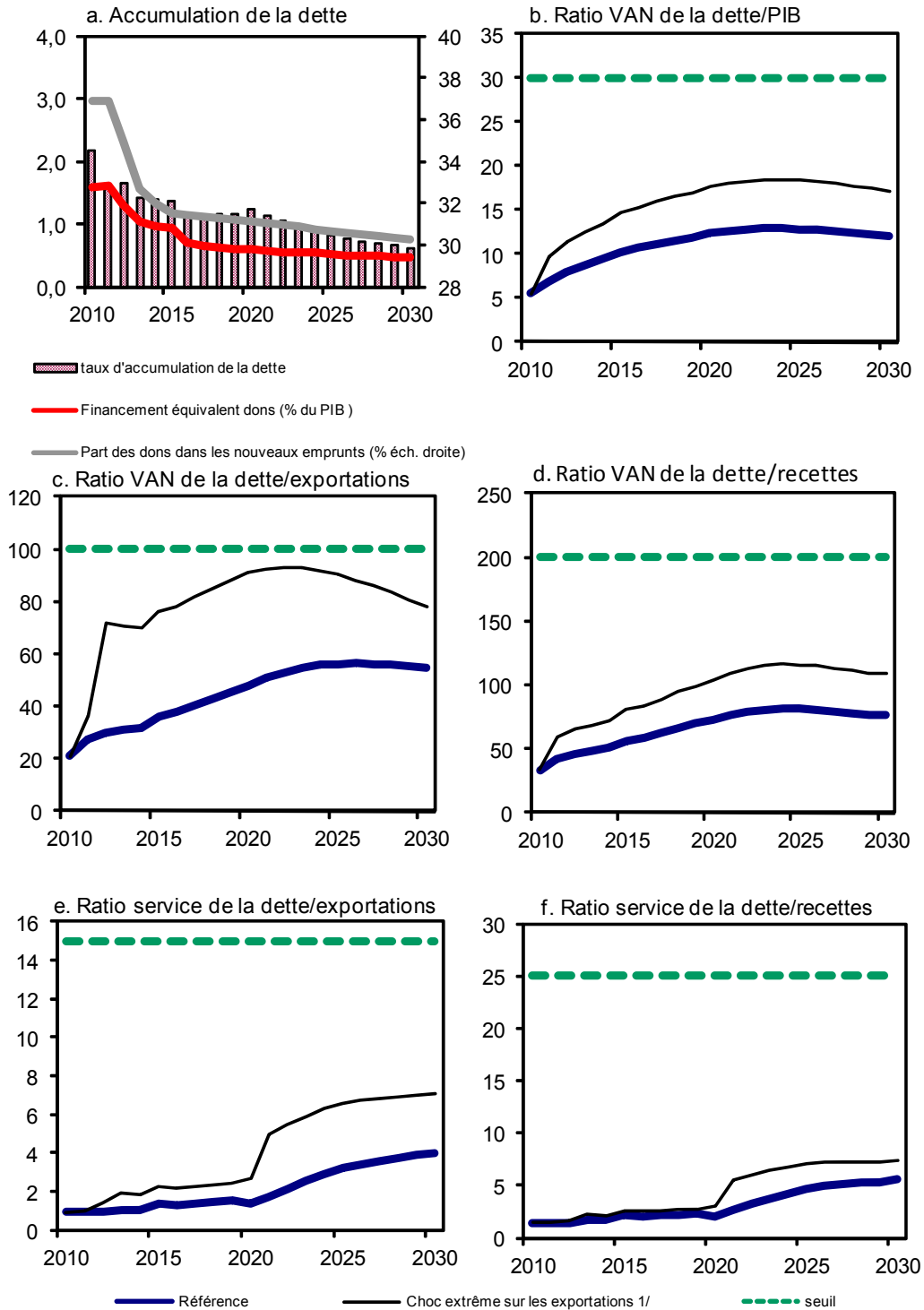
VI. CONCLUSION

14. **Le risque de surendettement du Cameroun reste faible.** Les ratios d'endettement extérieur restent tous très en deçà des seuils liés aux politiques mises en œuvre. Cependant, les indicateurs de la dette sont légèrement plus élevés que dans l'AVD de 2009 à cause de la réévaluation du stock de la dette intérieure et de l'encours des nouveaux emprunts extérieurs. Ils augmentent dans l'autre scénario et sous l'effet des tests paramétriques sans pour autant franchir les seuils d'endettement propres au pays lorsqu'on évalue la viabilité de la dette extérieure et, demeurent à un niveau confortable s'agissant de la viabilité de la dette publique,

15. **Ce faible risque est une évaluation que partagent les autorités.** Étant donné la priorité élevée que revêt l'élimination des déficiences de l'infrastructure, les autorités estiment que la faible vulnérabilité de la dette leur permet dans une certaine mesure d'augmenter judicieusement l'investissement financé par l'emprunt. Dans ce contexte, un recours modéré à l'emprunt non concessionnel est actuellement envisagé afin de financer des projets pour lesquels des concours concessionnels ne sont peut-être pas disponibles.

16. **Les faiblesses persistantes de la gestion des finances publiques et la couverture insuffisante des données conduisent à penser que les facteurs de vulnérabilité de la dette du Cameroun doivent être évalués avec prudence.** Ces facteurs portent en particulier sur les passifs quasi-budgétaires des entreprises publiques et l'accumulation depuis l'audit de 2005 de nouveaux arriérés, qui n'ont été que partiellement chiffrés dans un suivi d'audit de 2009. Les efforts déployés par les autorités pour améliorer la gestion de la dette pourraient être renforcés par des mesures visant à mieux couvrir les passifs du secteur public et par un nouvel audit plus exhaustif des obligations de paiement intérieures non réglées. Il conviendrait par ailleurs de poursuivre les efforts en vue de mobiliser d'avantage de recettes non pétrolières et d'élargir la base des exportations, compte tenu de la baisse des recettes pétrolières anticipée à long terme.

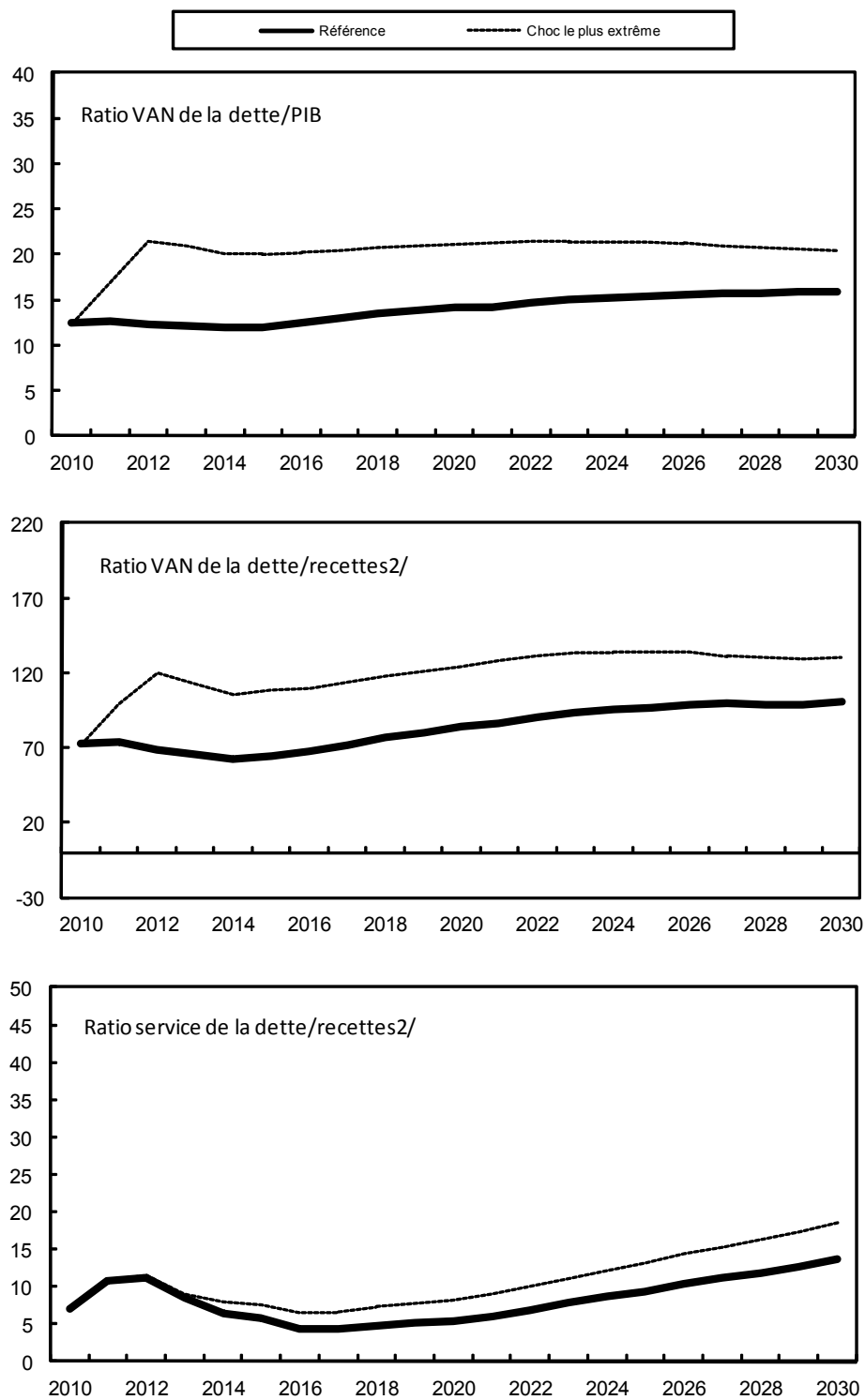
Graphique 3. Cameroun — Indicateurs de la dette extérieure contractée ou garantie par l'Etat selon divers scénarios, 2010-2030 1/



Source : projections et simulations des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2020. Il correspond à un choc sur les exportations, sauf aux graphiques b) et d) où il s'agit d'un choc de dépréciation ponctuel.

Graphique 4. Cameroun : indicateurs de la dette publique selon divers scénarios, 2010-2030 1/

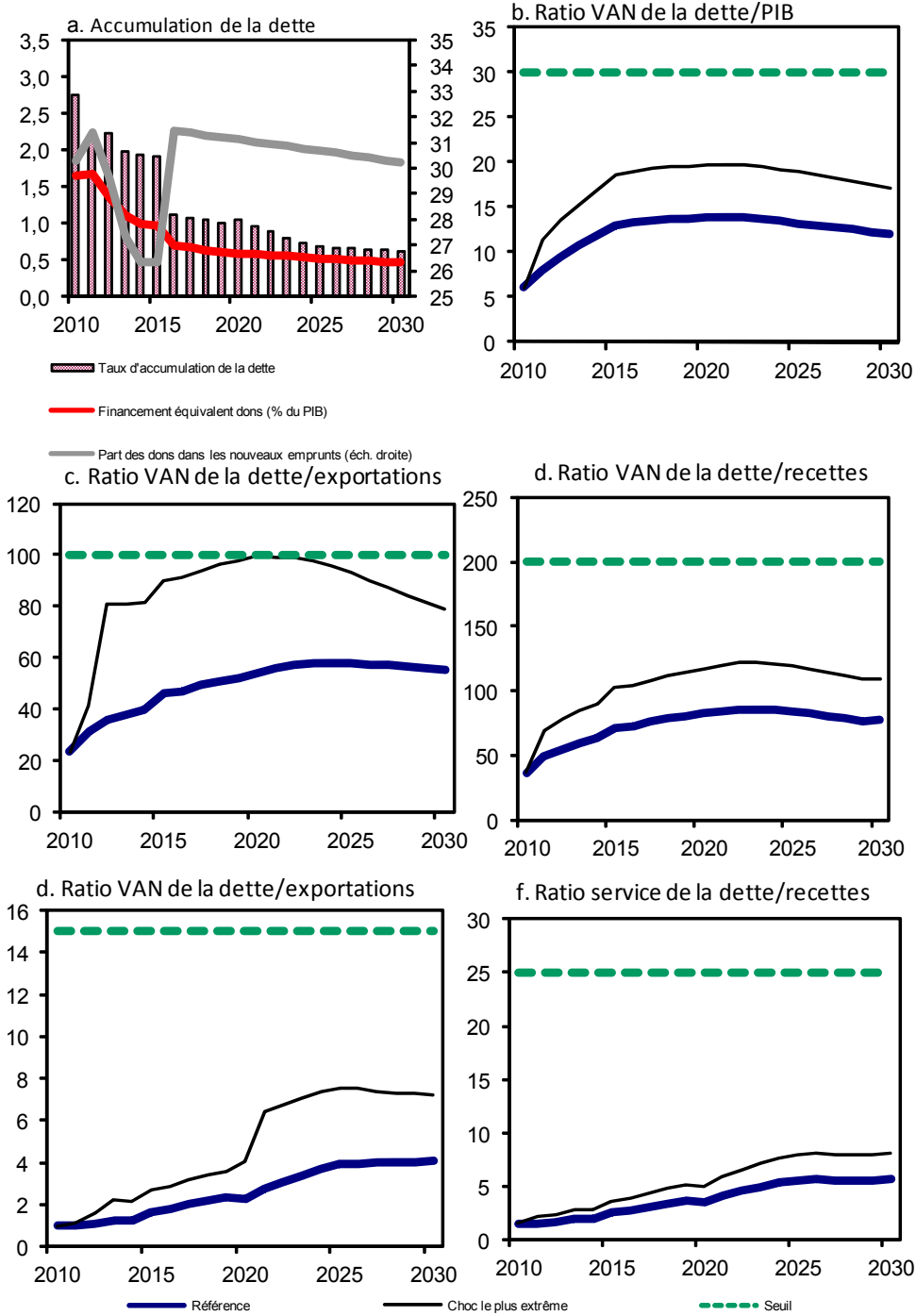


Sources : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2020.

2/ Dons inclus par définition.

Graphique 5. Indicateurs de dette extérieure contractée ou garantie par l'Etat selon les scénarios avec emprunts non concessionnels, 2010-30



Source : projections et simulations des services.

1/ Le test de résistance le plus extrême est celui qui produit le ratio le plus élevé en 2020. Aux graphiques b), d) et f), il correspond à un choc de dépréciation ponctuel et aux graphiques c) et e) à un choc sur les exportations.

Tableau 1a. Cameroun - Cadre de viabilité de la dette du secteur public, scénario de référence, 2007-2030
(En pourcentage du PIB ; sauf indication contraire)

	Chiffres réels			Moyenne 2000- 2009	Écart type	Estimation					Projections			
	2007	2008	2009			2010	2011	2012	2013	2014	2015	Moyenne 2010-15	2020	2030	Moyen. 2016-30
Dette du secteur public 1/	11.9	9.5	9.6			13.4	14.4	14.5	14.8	14.7	15.1		17.5	18.7
dont : libellée en devises	5.7	5.4	4.9			6.6	8.6	10.2	11.3	12.3	13.4		15.6	14.8
Variation de la dette du secteur public	-3.8	-2.4	0.1			3.8	1.0	0.1	0.2	-0.1	0.3		0.4	0.0
Flux générateurs d'endettement identifiés	-5.7	-3.2	0.0			4.0	2.0	0.6	-0.9	-1.5	-0.6		-0.3	0.1
Déficit primaire	-4.8	-2.4	-0.1	-6.2	9.8	2.1	1.6	0.7	-0.3	-0.9	-0.1	0.5	0.4	0.9
Recettes et dons	20.3	20.8	18.4			17.3	17.1	17.8	18.5	19.1	18.5		17.0	15.7
dont : dons	1.2	0.9	0.8			0.8	0.7	0.5	0.4	0.4	0.3		0.1	0.0
Dépenses primaires (hors intérêts)	15.5	18.4	18.3			19.4	18.7	18.5	18.2	18.2	18.4		17.4	16.6
Dynamique automatique de la dette	-0.9	-0.8	0.1			0.1	-0.5	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5		-0.8	-0.8
Contribution de l'écart taux d'intérêt/croissance	-0.5	-0.6	0.0			-0.3	-0.4	-0.6	-0.6	-0.6	-0.5		-0.8	-0.8
dont : contribution du taux d'intérêt réel moyen	0.0	-0.3	0.2			0.0	0.0	0.0	0.1	0.1	0.0		0.0	0.0
dont : contribution de la croissance du PIB réel	-0.5	-0.3	-0.2			-0.2	-0.4	-0.6	-0.6	-0.7	-0.5		-0.7	-0.9
Contribution de la dépréciation du taux de change réel	-0.4	-0.1	0.1			0.4	-0.1	-0.1	0.0	0.0	0.0		...	...
Autres flux générateurs d'endettement identifiés	0.0	0.0	0.0			1.7	0.9	0.5	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Produit des privatisations (néгатif)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Comptabilisation de passifs implicites ou conditionnels	0.0	0.0	0.0			0.8	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Allègement de la dette (PPTe et autres)	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Autres (à préciser, recapitalisation bancaire par exemple)	0.0	0.0	0.0			0.9	0.9	0.5	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0
Résiduel, y compris variations des actifs	1.9	0.8	0.1			-0.2	-1.1	-0.4	1.1	1.5	0.9		0.7	-0.1
Autres indicateurs de viabilité														
VAN de la dette du secteur public	9.4	6.2	4.1			12.4	12.7	12.3	12.2	11.9	12.0		14.3	15.9
dont : libellée en devises	0.0	0.0	0.0			5.6	6.9	8.0	8.8	9.5	10.3		12.3	12.0
dont : extérieure	...	...	...			5.6	6.9	8.0	8.8	9.5	10.3		12.3	12.0
VAN des passifs conditionnels (hors dette du secteur public)	...	...	...			...	...	...	...	...	...		...	...
Besoins de financement bruts 2/	-28.3	-2.2	-0.6			3.3	3.5	2.7	1.2	0.4	1.0		1.3	3.0
Ratio VAN de la dette du secteur public/recettes et dons (en %)	46.6	29.8	22.4			72.0	74.2	68.9	65.7	62.3	64.8		84.1	101.0
Ratio VAN de la dette du secteur public/recettes (en %)	49.5	31.1	23.4			75.6	77.3	70.8	67.2	63.5	66.0		84.7	101.2
dont : dette extérieure 3/	...	...	...			34.1	41.9	46.0	48.3	50.7	56.7		73.2	76.6
Ratio service de la dette/recettes et dons (en %) 4/	11.1	12.5	8.9			7.1	10.9	11.2	8.4	6.5	5.9		5.4	13.6
Ratio service de la dette/recettes (en %) 4/	27.5	13.3	9.2			7.4	11.3	11.5	8.6	6.6	6.0		5.4	13.6
Déficit primaire stabilisant le ratio dette/PIB	-1.0	-0.1	-0.2			-1.7	0.7	0.6	-0.5	-0.8	-0.5		0.0	0.9
Principales hypothèses macroéconomiques et budgétaires														
Croissance du PIB réel (en %)	3.2	3.3	2.9	3.5	1.0	2.6	2.9	4.5	4.6	4.7	3.5	3.8	4.6	4.9
Taux d'intérêt nominal moyen sur la dette en devises (en %)	1.1	1.4	1.4	3.1	2.0	1.6	1.5	1.5	1.4	1.4	1.3	1.5	1.3	1.2
Taux d'intérêt réel moyen sur la dette intérieure (en %)	-2.7	0.5	-4.5	-0.9	2.3	-1.7	-0.1	1.2	2.5	3.4	4.4	1.6	5.5	4.2
Dépréciation du taux de change réel (en %, + = dépréciation)	-2.9	-6.5	-2.2	-2.5	7.5	4.2	...	...	...	...	...	...	...	...
Taux d'inflation (défateur du PIB, en %)	3.9	1.0	5.5	2.7	2.0	3.2	3.1	3.0	2.8	2.6	2.4	2.9	2.0	2.0
Croissance des dépenses primaires réelles (corrégée du défateur du PIB, en %)	0.0	0.1	0.2	0.1	0.1	0.1	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Élément de libéralité des nouveaux emprunts extérieurs (en %)	...	...	...	...	...	36.9	36.9	35.0	32.7	32.0	31.5	34.1	31.1	30.2

Sources : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Administration centrale, abstraction faite du C2D (en termes bruts).

2/ Egaux par définition à la somme du déficit primaire, du service de la dette et du stock de la dette à court terme à la fin de la période précédente.

3/ Recettes hors dons.

4/ Le service de la dette est égal par définition à la somme des intérêts et de l'amortissement de la dette à moyen et à long terme.

5/ Les moyennes historiques et les écarts types sont en général calculés sur les dix dernières années, sous réserve de la disponibilité des données.

Tableau 2a. Cameroun — Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette publique, 2010–30

	Projections							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	2030
Ratio VAN de la dette/PIB								
Scénario de référence	12	13	12	12	12	12	14	16
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à la moyenne historique	12	10	8	7	7	6	5	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	12	11	10	10	11	11	14	6
A3. Croissance du PIB constamment inférieure 1/	12	13	12	12	12	13	16	22
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	12	13	13	13	14	14	18	22
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	12	17	21	21	20	20	21	20
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	12	13	13	13	13	14	17	20
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2011	12	15	14	14	13	13	15	16
B5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2011	12	21	21	20	20	19	21	20
Ratio VAN de la dette/recettes²								
Scénario de référence	73	74	69	66	62	65	84	101
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à la moyenne historique	72	58	44	38	34	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	72	67	58	56	57	60	82	35
A3. Croissance du PIB constamment inférieure 1/	72	75	70	67	65	68	96	139
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	72	75	74	73	71	76	107	141
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	72	99	120	113	106	108	124	130
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	72	74	74	72	70	74	100	127
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2011	72	86	78	73	69	70	88	104
B5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2011	72	125	116	108	102	105	122	129
Ratio service de la dette/recettes²								
Scénario de référence	7	11	11	8	6	6	5	14
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à la moyenne historique	7	11	11	1	1	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2009	7	10	6	4	2	4	6	4
A3. Croissance du PIB constamment inférieure 1/	7	11	11	9	7	6	7	18
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	7	11	12	9	8	8	8	19
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart-type en 2011-12	7	11	12	20	20	12	8	19
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	7	11	11	9	8	7	7	17
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2011	7	11	12	9	7	7	7	19
B5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2011	7	11	14	33	10	17	7	19
Ratio service de la dette/PIB								
Scénario de référence	1	2	2	2	1	1	1	2
A. Autres scénarios								
A1. Croissance du PIB réel et solde primaire à la moyenne historique	1	2	2	0	0	0	0	0
A2. Solde primaire inchangé depuis 2006	1	2	1	1	0	1	1	1
A3. Croissance du PIB constamment inférieure 1/	1	2	2	2	1	1	1	3
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart-type en 2008-09	1	2	2	2	2	1	1	3
B2. Solde primaire à la moyenne historique moins un écart-type en 2008-09	1	2	2	4	4	2	1	3
B3. Combinaison de B1-B2 en utilisant des chocs d'un demi écart-type	1	2	2	2	2	1	1	3
B4. Dépréciation réelle ponctuelle de 30% en 2008	1	2	2	2	1	1	1	3
B5 Augmentation des autres flux générateurs d'endettement de 10 % du PIB en 2008	1	2	2	6	2	3	1	3

Sources : autorités camerounaises ; estimations et projections des services du FMI.

1/ Par hypothèse, la croissance du PIB réel est égale à celle du scénario de référence moins un écart-type, divisé par la durée de la période de projection.

2/ Dons inclus.

Tableau 3a. Cameroun — Cadre de viabilité de la dette extérieure, scénario de référence, 2007-2030¹
(En pourcentage du PIB, sauf indication contraire)

	Chiffres effectifs			Moyenne 2000-2009	Écart type	Projections						Moyenne			
	2007	2008	2009			2010	2011	2012	2013	2014	2015	2010-2015	2020	2030	Moyenne 2016-2030
Dette extérieure (nominale) 1/	5.7	5.4	4.9			6.6	8.6	10.2	11.3	12.3	13.4		15.6	14.8	
<i>dont</i> : dette contractée ou garantie par l'État (CGE)	5.7	5.4	4.9			6.6	8.6	10.2	11.3	12.3	13.4		15.6	14.8	
Variation de la dette extérieure	-0.6	-0.3	-0.6			1.7	2.0	1.6	1.1	1.0	1.1		0.4	-0.3	
Flux générateurs d'endettement nets identifiés	-3.0	0.6	1.4			3.1	3.1	1.6	0.2	-0.7	0.1		1.8	2.3	
Déficit du solde courant hors intérêts	-1.5	1.7	2.6	1.4	2.0	4.2	4.2	2.9	1.4	0.6	1.3		3.0	3.3	3.4
Déficit de la balance des biens et des services (B&S)	1.3	4.7	5.2			6.6	6.8	5.3	3.7	2.7	3.4		4.7	4.8	
Exportations	31.0	31.1	24.0			25.9	25.3	26.7	28.4	29.7	28.4		25.7	21.9	
Importations	32.3	35.8	29.2			32.5	32.1	32.0	32.1	32.4	31.8		30.4	26.8	
Transferts courants nets (néгатif = entrée)	-2.3	-2.6	-2.2	-1.7	0.6	-2.0	-2.2	-2.0	-1.8	-1.7	-1.7		-1.2	-0.8	-1.1
<i>dont</i> officiels	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
Autres flux courants (néгатif = entrée nette)	-0.4	-0.3	-0.4			-0.4	-0.4	-0.4	-0.5	-0.5	-0.5		-0.4	-0.7	
IDE net (néгатif = entrée)	-0.9	-0.4	-1.6	-0.4	0.5	-1.0	-1.0	-1.0	-1.0	-0.9	-0.9		-0.8	-0.5	-0.7
Dynamique endogène de la dette 2/	-0.7	-0.7	0.5			-0.1	-0.1	-0.2	-0.3	-0.4	-0.3		-0.5	-0.5	
Contribution du taux d'intérêt nominal	0.1	0.1	0.1			0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.2		0.2	0.2	
Contribution de la croissance du PIB réel	-0.2	-0.1	-0.1			-0.1	-0.2	-0.4	-0.4	-0.5	-0.4		-0.6	-0.7	
Contribution des variations des prix et taux de change	-0.6	-0.7	0.5			...	...	...	...	...	...		...	...
Résiduel (3-4) 3/	2.4	-0.9	-2.0	-4.7	9.8	-1.4	-1.1	0.0	1.0	1.7	0.9	0.2	-1.4	-2.6	-2.1
<i>dont</i> financement exceptionnel	0.0	0.0	0.0			0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0		0.0	0.0	
VAN de la dette extérieure 4/	...	...	3.3			5.5	6.9	7.9	8.7	9.5	10.3		12.3	12.0	
en % des exportations	...	...	13.7			21.1	27.1	29.7	30.8	31.9	36.2		48.1	54.7	
VAN de la dette extérieure CGE	...	0.0	3.3			5.5	6.9	7.9	8.7	9.5	10.3		12.3	12.0	
en % des exportations	...	0.0	13.7			21.1	27.1	29.7	30.8	31.9	36.2		48.1	54.7	
en % des recettes publiques	...	...	18.7			33.2	41.8	45.9	48.2	50.6	56.5		73.2	76.6	
Ratio service de la dette/exportations (en %)	0.9	0.8	1.3			0.9	0.9	1.0	1.1	1.0	1.4		1.3	4.0	
Ratio service dette CGE/exportations (en %)	0.9	0.8	1.3			0.9	0.9	1.0	1.1	1.0	1.4		1.3	4.0	
Ratio service dette CGE/recettes (en %)	1.4	1.2	1.8			1.4	1.4	1.5	1.7	1.6	2.1		2.0	5.6	
Total des besoins bruts de financement (milliards de \$)	-0.4	0.4	0.3			0.8	0.8	0.5	0.2	0.0	0.2		1.1	2.9	
Déficit courant hors intérêts stabilisant le ratio d'endettement	-0.9	2.0	3.2			2.4	2.2	1.2	0.3	-0.4	0.3		2.7	3.6	
Principales hypothèses macroéconomiques															
Croissance du PIB réel (en %)	3.3	2.9	2.0	3.3	1.1	2.6	2.9	4.5	4.6	4.7	3.5		3.8	4.6	4.6
Déflateur du PIB en \$ (variation en %)	10.2	12.9	-8.3	5.9	8.6	-2.8	0.2	2.5	2.3	2.1	1.9		1.0	2.0	2.0
Taux d'intérêt effectif (%) 5/	1.4	1.4	1.6	2.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.4	1.4	1.3		1.4	1.3	1.2
Croissance des exportations de B&S (en \$, en %)	20.4	16.3	-27.7	8.1	16.3	7.6	0.6	13.1	13.5	11.9	0.8		7.9	4.1	6.2
Croissance des importations de B&S (en \$, en %)	24.7	28.5	-23.5	9.0	14.1	10.8	1.7	6.9	7.1	8.0	3.6		6.4	5.3	5.8
Nouveaux emprunts du secteur public : part des dons en %	...	...	...	...	...	36.9	36.9	35.0	32.7	32.0	31.5		34.1	31.1	30.2
Recettes publiques (hors dons, en % du PIB)	19.1	20.0	17.6			16.5	16.4	17.3	18.1	18.7	18.2		16.8	15.7	16.5
Flux d'aide (milliards de \$) 6/	0.2	0.2	0.2			0.6	0.6	0.6	0.5	0.5	0.5		0.5	0.8	
<i>dont</i> : dons	0.2	0.2	0.2			0.2	0.2	0.1	0.1	0.1	0.1		0.0	0.0	
<i>dont</i> : prêts concessionnels	0.0	0.0	0.0			0.4	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4		0.4	0.7	
Financement équivalent dons 7/ (en % du PIB)	...	...	...			1.6	1.6	1.3	1.0	1.0	0.9		0.6	0.5	0.6
Financement équivalent dons 7/ (en % du financement ext)	...	...	...			54.5	50.6	45.8	44.2	43.0	41.3		36.0	32.1	35.0
<i>Pour mémoire</i>															
PIB nominal (milliards de \$)	20.4	23.7	22.2			22.1	22.8	24.4	26.1	27.9	29.4		40.3	78.0	
Croissance du PIB nominal en dollars	13.8	16.1	-6.5			-0.3	3.1	7.1	7.0	6.9	5.5		4.9	6.7	6.7
VAN de la dette extérieure CGE (milliards de \$)	...	...	0.7			1.2	1.6	1.9	2.3	2.6	3.0		5.0	9.4	
(VANt-VANt-1)/PIBt-1 (en %)	...	...	...			2.2	1.6	1.6	1.4	1.4	1.4		1.6	1.2	0.6

Source : simulations des services.

1/ Dette extérieure publique et du secteur privé.

2/ Calculée selon la formule $[r - g - p(1+g)] / (1+g+p+gp)$ x le ratio de la dette de la période précédente, où r = taux d'intérêt nominal, g = Δ du PIB réel et p = Δ du déflateur du PIB en dollars.

3/ Pour 2009-2014, comprend surtout les variations des avoirs extérieurs bruts, d'autres effets de réévaluation et la contribution des variations des prix. Les variations marginales dans les années ultérieures comprennent aussi le financement exceptionnel (variations des arriérés et allègement de la dette), les variations des avoirs extérieurs bruts et les ajustements de valeur. Les projections tiennent compte de la contribution des variations des prix et des taux de change.

4/ Par hypothèse, la VAN de la dette du secteur privé est égale à sa valeur nominale.

5/ Paiements d'intérêts de l'année en cours divisés par le stock de la dette de la période précédente.

6/ Par définition, dons, prêts concessionnels et allègement de dette.

7/ Comprend les dons accordés directement à l'État et dans le cadre des nouveaux emprunts (différence entre la valeur nominale et la VAN de la nouvelle dette).

Tableau 3b. Cameroun — Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette contractée ou garantie par l'État, 2010-2030
(En pourcentage)

	Projections							2030
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020	
Ratio VAN de la dette/PIB								
Scénario de référence	5	7	8	9	9	10	12	12
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à la moyenne historique en 2010-30 1/	5	6	8	10	13	15	19	9
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2010-30 2/	5	7	8	9	9	10	12	12
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	5	7	8	9	10	11	13	12
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 3/	5	8	14	15	15	16	17	13
B3. Déflateur du PIB en \$ à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	5	7	9	9	10	11	13	13
B4. Flux nets non générateurs d'endettement à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 4/	5	8	11	11	12	13	14	12
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	5	8	13	13	14	15	16	13
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2011 5/	5	10	11	12	14	15	18	17
Ratio VAN de la dette/exportations								
Scénario de référence	21	27	30	31	32	36	48	55
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à la moyenne historique en 2010-30 1/	21	25	30	36	44	53	72	42
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2010-30 2/	21	27	30	31	32	36	46	55
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	21	27	30	31	32	36	48	55
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 3/	21	36	72	71	70	76	91	78
B3. Déflateur du PIB en \$ à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	21	27	30	31	32	36	48	55
B4. Flux nets non générateurs d'endettement à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 4/	21	33	40	40	41	45	61	59
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	21	32	53	52	52	58	70	65
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2011 5/	21	27	30	31	32	36	48	55
Ratio VAN de la dette/recettes								
Scénario de référence	33	42	46	48	51	57	73	77
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à la moyenne historique en 2010-30 1/	33	39	46	57	70	83	110	59
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2010-30 2/	33	42	46	48	50	56	70	77
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	33	42	47	50	52	58	75	79
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 3/	33	51	82	82	82	88	103	81
B3. Déflateur du PIB en \$ à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	33	43	50	52	55	61	79	83
B4. Flux nets non générateurs d'endettement à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 4/	33	51	62	63	65	71	85	76
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	33	49	72	73	74	80	95	81
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2011 5/	33	60	65	69	72	81	105	109

Tableau 3b. Cameroun — Analyse de sensibilité des principaux indicateurs de la dette contractée ou garantie par l'État, 2010-2030 (suite)
(En pourcentage)

	Projections							
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2020		2030
Ratios service de la dette/exportations								
Scénario de référence	1	1	1	1	1	1	1	4
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à la moyenne historique en 2010-30 1/	1	1	1	1	1	1	1	5
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2010-30 2/	1	1	1	1	1	2	2	2
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	1	1	1	1	1	1	1	4
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 3/	1	1	1	2	2	2	3	7
B3. Déflateur du PIB en \$ à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	1	1	1	1	1	1	1	4
B4. Flux nets non générateurs d'endettement à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 4/	1	1	1	1	1	1	2	5
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	1	1	1	1	1	2	2	6
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2011 5/	1	1	1	1	1	1	1	4
Ratio service de la dette/recettes								
Scénario de référence	1	1	1	2	2	2	2	6
A. Autres scénarios								
A1. Principales variables à la moyenne historique en 2010-30 1/	1	1	1	2	2	2	2	6
A2. Nouveaux emprunts du secteur public à des conditions moins favorables en 2010-30 2/	1	1	2	2	2	3	3	3
B. Tests paramétriques								
B1. Croissance du PIB réel à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	1	1	2	2	2	2	2	6
B2. Croissance des exportations en valeur à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 3/	1	1	2	2	2	3	3	7
B3. Déflateur du PIB en \$ à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12	1	1	2	2	2	2	2	6
B4. Flux nets non générateurs d'endettement à la moyenne historique moins un écart type en 2011-12 4/	1	1	2	2	2	2	3	6
B5. Combinaison de B1-B4 en utilisant des chocs d'un demi écart type	1	1	2	2	2	3	3	7
B6. Dépréciation nominale ponctuelle de 30% par rapport au scénario de référence en 2011 5/	1	2	2	2	2	3	3	8
<i>Pour mémoire</i>								
Élément de libéralité (hypothèse) du financement résiduel (requis en sus du scénario de référence) 6/	30	30	30	30	30	30	30	30

Source : projections et simulations des services.

1/ Les variables incluent la croissance du PIB réel, la croissance du déflateur du PIB (en dollars), le solde courant hors intérêts en pourcentage du PIB et les flux non générateurs d'endettement.

2/ Par hypothèse, le taux d'intérêt dépasse de 2 points celui du scénario de référence, mais les différés d'amortissement et les échéances sont identiques à ceux de ce scénario.

3/ Par hypothèse, les exportations en valeur restent constamment au niveau plancher, mais le ratio solde courant/PIB revient à son niveau de référence après le choc (ce qui suppose implicitement un ajustement compensatoire des importations).

4/ Transferts officiels et privés et IDE inclus.

5/ La dépréciation est égale par définition à une baisse du taux de change \$/FCFA, qui ne dépasse jamais 100 %.

6/ S'applique à tous les tests de résistance, exception faite du scénario A2 dans lequel les conditions de tous les nouveaux emprunts sont celles indiquées à la note 2.

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

CAMEROUN

Rapport des services du FMI pour les consultations de 2010 au titre de l'article IV

Complément d'information

Préparé par le Département Afrique
(en consultation avec d'autres départements)

Approuvé par Seán Nolan et Jan Kees Martijn

12 juillet 2010

1. **Depuis la publication du rapport des services du FMI la situation a sensiblement évolué.** Les autorités ont engagé des mesures pour faire face aux problèmes signalés dans l'évaluation des services du FMI. Ces derniers saluent ces initiatives mais notent qu'il reste plusieurs questions importantes à traiter.
2. **Le 15 juin, le gouvernement a signé avec la BEAC une convention sur l'utilisation de l'allocation générale de DTS de 2009.** Le gouvernement a utilisé le produit de l'allocation pour apurer 90 des 98,3 milliards de FCFA d'arriérés envers la SONARA. Pour réduire les engagements de cette dernière auprès des banques, début juillet le Trésor a effectué des transferts directs en faveur des banques commerciales concernées, dans des montants proportionnels à la part détenue par chaque établissement dans les engagements totaux de la SONARA. Le reste des montants dus par l'État à la SONARA sera réglé durant les journées à venir. Cette opération a permis de réduire une source de risque systémique pour le secteur bancaire.
3. **Les autorités ont entrepris de préparer une loi de finances rectificative de 2010 qui tient compte de plusieurs des recommandations des services du FMI.** Elles ont révisé à la baisse les dépenses courantes de biens et de services; alloué une dotation budgétaire réaliste pour les subventions à la raffinerie; reporté le démarrage de certains projets d'investissement non prioritaires; et prévu une dotation pour la participation de l'État à la recapitalisation d'une banque en difficulté. Ces révisions projetées vont dans le sens des recommandations des services du FMI, mais il subsisterait un écart de financement de 1,6 % du PIB, contre 1,9 % dans le rapport des services. Une fois la loi de finances rectificative finalisée, les autorités entendent l'adopter par décret présidentiel et la soumettre ensuite à l'approbation de l'Assemblée nationale. Les services du FMI travaillent en étroite collaboration avec les autorités et continuent de les encourager à hiérarchiser davantage les programmes de dépenses; à maîtriser de façon rigoureuse l'exécution du budget; et à réaliser un audit exhaustif de toutes les obligations de l'État qui demeurent exigibles.



Note d'information au public (NIP) n° 10/94
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE
22 juillet 2010

Fonds monétaire international
700 19th Street, NW
Washington, D. C. 20431 USA

Le Conseil d'administration du FMI conclut les consultations de 2010 au titre de l'article IV avec le Cameroun

Le 14 juillet 2010, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a conclu les consultations au titre de l'article IV avec le Cameroun¹.

Informations générales

La stabilité macroéconomique du Cameroun a été consolidée dans le cadre de l'accord FRPC qui a expiré en janvier 2009, et la viabilité de sa dette a été renforcée par les allègements au titre de l'initiative PPTE et de l'IADM. Cependant, en dépit du vaste potentiel du pays, la croissance est restée entravée, ces dernières années, par une faible infrastructure, un climat des affaires peu propice, une capacité d'absorption limitée, un secteur financier peu profond et des obstacles aux échanges. Le PIB réel par habitant a marqué le pas en 2005-09 et l'incidence de la pauvreté est restée quasiment inchangée. Le Cameroun est lourdement tributaire des produits de base pour ses recettes d'exportation et ses recettes budgétaires, et demeure donc vulnérable aux chocs exogènes.

La crise mondiale a ralenti le rythme de l'activité économique du Cameroun en 2009, en raison essentiellement d'une baisse de la demande et des prix de certains de ses principaux produits d'exportation. Le taux de croissance du PIB réel est tombé de 2,9 % en 2008 à 2 %. L'impact de la crise sur les comptes extérieurs a été toutefois moins fort que prévu, en partie du fait du redressement de certaines exportations non pétrolières. En conséquence, le déficit extérieur courant s'est creusé d'environ 1 point de pourcentage du PIB et le solde extérieur global est resté positif.

¹ Conformément aux dispositions de l'article IV de ses statuts, le FMI procède, habituellement chaque année, à des consultations bilatérales avec ses membres. Une mission des services du FMI se rend dans le pays, recueille des informations économiques et financières, et s'entretient avec les responsables nationaux de l'évolution et des politiques économiques du pays. De retour au siège, les membres de la mission rédigent un rapport qui est soumis à l'examen du Conseil d'administration. À l'issue de cet examen, le Directeur général, en sa qualité de Président du Conseil d'administration, résume les opinions des administrateurs, et ce résumé est communiqué aux autorités du pays.

Le déficit budgétaire global, sur base caisse, a été limité à 0,2 % du PIB en 2009, malgré un moins-perçu de recettes totales. Cependant, la composition des dépenses a évolué au détriment des dépenses en capital et en faveur des dépenses courantes. En outre, la gestion des finances publiques s'est sensiblement détériorée, vu la forte augmentation des obligations de paiement non réglées de l'État — en particulier le retard dans l'indemnisation de la Société nationale de raffinage pour les pertes qu'elle a encourues —, des ordonnancements non exécutés et des dépenses engagées pour des services déjà fournis mais non ordonnancées. La santé du système bancaire s'est détériorée, du fait à la fois de problèmes de gestion des finances publiques et de réglementation qui ont aggravé la concentration excessive du crédit, et sous l'effet de la crise mondiale.

Les perspectives économiques du Cameroun devraient s'améliorer par suite de la reprise attendue de l'économie mondiale, de l'augmentation prévue des dépenses publiques en capital et des initiatives actuellement prises pour améliorer le climat des affaires. Sauf nouveaux chocs exogènes, le taux de croissance du PIB réel devrait augmenter graduellement, passant de 2,6 % en 2010 à plus de 4,5 % en 2014, en partie grâce au fruit des récents investissements dans le secteur pétrolier. L'inflation devrait rester au-dessous de 3 %, niveau conforme au critère de convergence régional. Des risques baissiers pèsent toutefois sur ces projections, et ils se manifesteraient si la reprise économique mondiale était plus faible ou plus lente que prévu.

Évaluation par le Conseil d'administration

Les administrateurs ont salué les premiers signes d'une reprise de la croissance au Cameroun, après les retombées négatives de la crise financière mondiale. La croissance devrait gagner en vigueur mais il existe de considérables risques baissiers du fait des incertitudes qui entourent la reprise économique mondiale et des problèmes liés à l'écart de financement prévu des comptes budgétaires.

Les administrateurs se sont dits préoccupés par les faiblesses de gestion des finances publiques au vu de la nette augmentation des obligations de paiement non réglées et du recours à la Société Nationale des Hydrocarbures pour financer des opérations de dépenses. Ils ont souligné qu'il était essentiel de renforcer la gestion des dépenses et de la trésorerie afin de préserver la stabilité budgétaire et financière, de veiller à l'efficacité des dépenses publiques et de renforcer la transparence budgétaire. Les administrateurs ont félicité les autorités du travail réalisé pour évaluer la nature et le montant des obligations restant à régler et pour apurer une part considérable de ces obligations. Ils engagent les autorités à continuer de progresser vers l'établissement de mécanismes effectifs de suivi des flux de dépenses tout au long du processus d'exécution budgétaire et à prévenir toute nouvelle accumulation d'arriérés intérieurs.

Les administrateurs ont salué les mesures adoptées pour dissiper les préoccupations liées à la viabilité du budget de 2010. Ils ont encouragé les autorités à adopter des mesures énergiques pour combler l'écart de financement résiduel. Dans cette perspective, ils jugent essentiel de protéger les dépenses prioritaires d'investissement, de redoubler d'efforts dans la mobilisation des recettes et de supprimer progressivement les subventions aux carburants. Ils ont par ailleurs souligné qu'il fallait

éviter d'épuiser la marge budgétaire constituée des dépôts utilisables de l'État à la banque centrale régionale.

Les administrateurs ont estimé qu'il était nécessaire d'accroître les investissements publics pour combler les graves lacunes d'infrastructure qui brident la croissance. Ils conviennent que le faible risque de surendettement permet de dégager une certaine marge de manœuvre pour financer ces dépenses en capital. Par ailleurs, les administrateurs rappellent qu'il importe de faire preuve de prudence pour préserver la viabilité des finances publiques. Ils encouragent les autorités à œuvrer avec la banque centrale à la création d'un marché obligataire régional et à faire appel, dans toute la mesure du possible, à des financements concessionnels pour répondre aux besoins d'investissement.

Les administrateurs ont noté que les banques nationales étaient relativement isolées de la crise financière mondiale. Ils ont salué les mesures correctives récemment adoptées par les autorités pour réduire les engagements bancaires auprès de la raffinerie de pétrole. Compte tenu du fait que les engagements bancaires demeurent excessivement concentrés sur quelques grandes entreprises, que l'apurement des obligations de l'État accuse d'importants retards et que les normes de supervision sont inadéquates, les administrateurs engagent les autorités à redoubler d'efforts pour assurer la stabilité financière. Ils encouragent les autorités à agir en collaboration avec les instances régionales de contrôle pour assurer un suivi rapproché de l'évolution des vulnérabilités bancaires et promouvoir l'adoption graduelle de pratiques optimales propres à atténuer les risques de concentration.

Les administrateurs ont souligné que des mesures concrètes s'imposaient pour s'attaquer aux contraintes structurelles pesant sur la croissance. Il faudra notamment pour cela améliorer l'exécution des investissements publics, rendre le climat des affaires plus propice, renforcer la gouvernance et accélérer l'intégration régionale. Il sera par ailleurs vital d'améliorer la qualité et la fourniture de données sur le budget, les finances publiques et la balance des paiements.

Les notes d'information au public (NIP) s'inscrivent dans le cadre des efforts que déploie le FMI pour promouvoir la transparence de ses prises de position et de son analyse de l'évolution et des politiques économiques. Les NIP sont diffusées avec le consentement des pays concernés, à l'issue de l'examen par le Conseil d'administration des rapports sur les consultations au titre de l'article IV avec les pays, de la surveillance de l'évolution économique à l'échelle régionale, du suivi post-programme et des évaluations *ex post* de la situation des pays membres où le FMI a appuyé des programmes sur une longue durée. Les NIP sont aussi diffusées à l'issue de l'examen des questions de politique générale par le Conseil d'administration, sauf si le Conseil en décide autrement.

Cameroun -- Principaux indicateurs économiques et financiers, 2008–11

	2008	2009	2010	2011
	Effectifs.	Est.	Proj.	Proj.
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)				
Revenu national et prix				
PIB en prix constants	2,9	2,0	2,6	2,9
Pétrolier	-1,8	-15,3	-12,2	-10,2
Non pétrolier	3,2	3,0	3,3	3,4
Déflateur du PIB	5,5	-3,3	3,2	3,1
Prix à la consommation (moyenne sur 12 mois)	5,3	3,0	3,0	2,7
Commerce extérieur				
Volume des exportations	0,7	-4,8	-0,3	3,4
<i>dont</i> : secteur non pétrolier	1,7	-2,4	2,0	6,5
Volume des importations	5,8	-5,2	4,6	4,6
Termes de l'échange ("-" = détérioration)	-2,1	-15,0	9,2	-4,3
Monnaie et crédit (fin de période)				
Avoirs intérieurs nets ¹	1,6	4,2	6,2	4,9
Crédit net au secteur public ¹	-6,5	3,5	6,3	1,0
Crédit au secteur privé	19,6	7,1	7,1	8,1
Monnaie au sens large (M2)	13,4	6,9	7,0	7,5
Opérations de l'administration centrale				
Total des recettes (hors dons)	20,0	17,6	16,5	16,4
Recettes non pétrolières (en % du PIB non pétrolier)	13,7	13,5	13,7	13,9
Total des dépenses	18,5	18,4	19,5	19,0
Solde budgétaire (y compris variations nettes des arriérés)				
Hors dons	1,1	-1,1	-6,0	-2,8
Dons inclus	2,0	-0,2	-5,2	-2,1
Solde primaire hors pétrole (en % du PIB non pétrolier)	-5,5	-4,9	-5,9	-5,0
Secteur extérieur				
Solde extérieur courant (dons inclus)	-1,8	-2,7	-4,2	-4,3
Réserves imputées (en % de la monnaie au sens large)	63,2	68,0	64,2	62,2
Dette publique				
Totale	9,5	9,6	13,4	14,4
Extérieure	5,4	4,9	6,6	8,6

Sources : autorités camerounaises et estimations et projections des services du FMI.

¹En pourcentage de la monnaie au sens large en début de période.

Déclaration de M. Laurean W. Rutayisire, Administrateur pour le Cameroun

12 juillet 2010

Au nom des autorités camerounaises, je tiens à remercier le Conseil d'administration et la Direction du FMI pour le concours consenti en 2009 dans le cadre de la Facilité de protection contre les chocs exogènes, afin de les aider à faire face aux effets néfastes de la crise financière et économique mondiale sur l'économie camerounaise. Je tiens également à transmettre les remerciements des autorités camerounaises aux services du FMI pour le dialogue et les conseils constructifs dont elles continuent de bénéficier. Elles partagent l'avis selon lequel le rapport des services du FMI rend compte des entretiens fructueux qui se sont déroulés au Cameroun en mars-avril, puis à Washington à la fin avril 2010.

Le Cameroun a amélioré ses résultats macroéconomiques dans le cadre du dernier accord FRPC qui a expiré en janvier 2009. Après l'allègement de la dette reçu en 2006 au titre de l'initiative PPTTE et de l'IADM, le Cameroun est parvenu à maintenir à un faible niveau les ratios de la dette extérieure et de la dette totale grâce à une politique d'emprunt prudente. Une politique budgétaire prudente a permis une accumulation sensible des dépôts de l'État à la banque centrale régionale (BEAC) tout en offrant aux autorités la possibilité d'accroître les investissements et de normaliser les relations avec les créanciers. Cependant, le Cameroun reste confronté à d'énormes défis en matière de croissance par suite d'une infrastructure limitée et d'une baisse des capacités humaines. La croissance reste en deçà du potentiel de l'économie, qui demeure par ailleurs vulnérable aux chocs exogènes, étant donné la dépendance de ses exportations à l'égard de la demande extérieure et des prix mondiaux. En raison des résultats insuffisants en matière de croissance, les indicateurs économiques affichent une situation fragile, même si les efforts déployés par le Cameroun dans le domaine social le placent au-dessus de la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne au regard des indicateurs sociaux.

Pour répondre aux besoins d'infrastructure et en capacités humaines, il faudra réaliser de gros investissements dans les routes, le secteur de l'électricité et celui des télécommunications, et assurer la formation et le développement des compétences, notamment dans les domaines de l'agriculture et de l'ingénierie. Les autorités camerounaises mettent notamment l'accent sur la nécessité de stimuler la production agricole, de faciliter le transport des marchandises à l'intérieur du pays et en direction des pays voisins, et ce pour accroître les exportations et renforcer la croissance et les recettes du secteur non pétrolier. Elles cherchent en outre à promouvoir le développement du secteur privé en déployant des efforts pour apurer les arriérés et renforcer l'intermédiation financière par un approfondissement du secteur financier. Ces objectifs et cette stratégie ont été exposés dans le nouveau document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et sont conformes aux recommandations formulées par le Conseil d'administration du FMI lors de l'achèvement des consultations de 2009 au titre de l'article IV.

En vue d'atteindre leurs objectifs à long terme, les autorités prennent des mesures pour adresser les faiblesses identifiées dans la gestion des finances publiques (GFP) et pour régler les contraintes en termes de capacités que subit l'économie. En ce qui concerne la GFP, les autorités ont poursuivi les réformes des administrations fiscales et douanières, notamment en rationalisant les exceptions fiscales, en renforçant le système informatisé de la douane et en introduisant un mécanisme basé sur le GPS pour suivre les marchandises en transit et réduire l'évasion fiscale. Ayant pleinement connaissance du fardeau budgétaire résultant des subventions actuelles aux prix du carburant, les autorités réfléchissent sur sa révision, en vue de mieux cibler les segments les plus vulnérables de la population, en même temps qu'elles mettent l'accent sur l'importance de recueillir le consensus social nécessaire en vue d'éviter le type de troubles sociaux qui ont eu lieu en 2008. S'agissant de la stabilité du secteur financier, les autorités reconnaissent les retards dans le paiement des obligations liés aux tensions de trésorerie. Sur la base des leçons apprises, elles continuent à travailler étroitement avec l'organe de supervision régionale (COBAC) pour trouver une solution adéquate et durable à la banque en difficulté présentant une importance systémique, en recherchant un investisseur doté d'une bonne performance dans l'activité bancaire. S'agissant des réformes structurelles, des étapes ont été franchies dans la restructuration des entreprises publiques de transport aérien et des services postaux. Les autorités ont également fait des efforts pour améliorer la gouvernance et renforcer l'environnement des affaires avec l'implication du secteur privé, entre autres à travers des mesures concrètes arrêtées lors du forum de dialogue gouvernement-secteur privé. De plus, elles poursuivent les discussions avec les partenaires régionaux de la CEMAC en vue d'avancer sur la libéralisation du commerce. Les autorités camerounaises poursuivront leur politique et leur calendrier de réformes, reconnaissant pleinement les faiblesses restantes dans les domaines de la GFP, de la publication des données, et du capital humain. Elles espèrent pouvoir compter sur l'assistance technique du Fonds pour les aider à adresser ces insuffisances. Par ailleurs, en vue d'aider à la mise en œuvre de leur agenda global, les autorités ont l'intention de renforcer la coopération avec le Fonds, sous la forme d'un programme à moyen terme sur lequel ils souhaitent préalablement réfléchir.

I – ÉVOLUTION ET RÉSULTATS RÉCENTS

La crise mondiale a ralenti le rythme de l'activité économique au Cameroun, par les canaux commerciaux et financiers. De ce fait, le taux de croissance du PIB réel est tombé à 2 % en 2009, partant d'environ 3 % en 2008. Face à la crise, les autorités ont eu recours à leur marge de manœuvre budgétaire pour protéger les dépenses prioritaires (investissement, santé, éducation) et soutenir les secteurs en difficulté (forêts, coton et agriculture) tout en maîtrisant le déficit budgétaire global. Elles ont réagi à la crise en obtenant une aide du FMI dans le cadre de la composante à accès rapide de la FCE et en mettant en place une stratégie à trois volets dont l'objet est de réduire la vulnérabilité de l'économie aux chocs exogènes tout en préservant la stabilité macroéconomique. Cette stratégie consiste à : i) redoubler d'efforts pour accroître les recettes non pétrolières; ii) améliorer la GFP pour dégager des économies qui peuvent être réaffectées aux dépenses prioritaires; et iii) mobiliser d'autres sources de financement intérieur, notamment par le biais d'un marché obligataire intérieur, tout en renforçant la capacité de gestion de la dette pour préserver le profil d'endettement viable du Cameroun.

Tout en reconnaissant la nécessité de faire davantage d'efforts pour appliquer dans sa totalité ce calendrier à moyen terme, les autorités sont plus optimistes que les services du FMI et jugent encourageante l'exécution des mesures pertinentes menée jusqu'à présent. Face à une conjoncture extérieure et des conditions sociales intérieures difficiles, elles ont maintenu en 2009 les recettes non pétrolières à peu près à leur niveau d'avant la crise (à 13,6 % du PIB hors pétrole) et limité le déficit budgétaire global à 0,2 % du PIB; elles ont réalisé des progrès dans la GFP; comme indiqué ci-dessus; rationalisé le nombre des formulaires d'impôt et intensifié leurs efforts dans le domaine de la gouvernance, notamment en renforçant les poursuites contre les cas de détournements de fonds publics; elles ont en outre réussi à maintenir à un faible niveau le risque de surendettement. Les autorités ont toutefois reconnu les insuffisances dans la GFP détectées par les services du FMI ainsi que la détérioration connexe de la santé du système bancaire, due à une réglementation régionale laxiste des activités bancaires. Comme indiqué précédemment, les autorités recherchent une solution durable au dossier de la banque en difficulté dont l'audit a été achevé et pour laquelle un plan de restructuration est à l'étude. Plus généralement, les autorités sont conscientes des défis macroéconomiques qu'elles ont à relever et elles continuent à rechercher auprès du FMI l'assistance technique et les conseils leur permettant d'y faire face.

II – POLITIQUE ET RÉFORMES À MOYEN TERME

Les autorités s'efforceront de remédier aux faiblesses restantes dans la GFP — espérant compter, pour cela, sur une assistance continue du FMI et d'autres donateurs — et de réduire les obstacles à une croissance vigoureuse en encourageant l'établissement d'un secteur financier sain et stable, en favorisant la mise en place d'un marché obligataire intérieur, en mettant à niveau les infrastructures, en améliorant la qualité des ressources humaines et en rendant le climat des investissements propice à l'expansion du secteur privé.

Gestion des finances publiques

Les autorités conviennent avec les services du FMI de la nécessité de remédier aux faiblesses de la gestion des dépenses et de la trésorerie. À cet égard, elles ont déjà mené des actions adéquates, parmi lesquelles le rapprochement des données budgétaires des services gouvernementaux compétents en vue de déterminer le niveau et la nature des ordonnancements non exécutés qui ont été accumulés ces dernières années, et l'exécution d'une grande partie (70 %) de ces ordonnancements. Elles ont l'intention d'utiliser l'allocation de DTS pour régler d'autres obligations de paiement, notamment celles envers la Société nationale de raffinage (SONARA).

En outre, les autorités s'attaqueront aux problèmes d'exécution budgétaire existants en mettant en œuvre leur plan de modernisation à moyen terme de la GFP, adopté en 2009. Dans ce contexte, elles poursuivent leurs efforts pour accroître la transparence, la responsabilité et l'efficacité de l'utilisation des ressources publiques.

Pour établir un budget réaliste, les autorités sont prêtes à effectuer les ajustements nécessaires, le cas échéant. Pour 2010, elles procèdent à la préparation d'une loi de finances rectificative afin de tenir compte, en particulier, de la nécessité de prévenir toute nouvelle

accumulation d'arriérés envers la Société de raffinage, de la participation de l'État à la recapitalisation de la banque en difficulté, de la capacité d'absorption du pays dans l'exécution des projets d'investissement public et de la profondeur limitée du marché financier intérieur dans l'émission d'obligations d'État. Après son approbation par le gouvernement, la loi de finances rectificative sera soumise en septembre à l'approbation du parlement.

Viabilité de la position budgétaire et de la dette

Pour assurer la viabilité budgétaire face aux besoins importants en infrastructures à satisfaire, les autorités soulignent la nécessité d'accroître les recettes non pétrolières en élargissant la base d'imposition et, à cet égard, souscrivent aux recommandations formulées par les services du FMI dans les domaines suivants : imposition des grandes entreprises et des PME, procédures fiscales et douanières, élimination des exonérations fiscales et des régimes fiscaux spéciaux, fraude douanière, et application et remboursement des crédits de TVA.

L'espace dégagé par une gestion prudente de la dette depuis l'atteinte du point d'achèvement de l'initiative PPTTE permet d'accroître les emprunts extérieurs pour répondre aux besoins d'investissement public du pays. En même temps, les autorités restent vigilantes pour s'assurer que le risque de surendettement est préservé. À cet égard, elles ont redoublé d'efforts pour renforcer le cadre de gestion de la dette conformément aux directives de la CEMAC et aux recommandations issues de l'assistance technique conjointe Banque mondiale-FMI. Elles mettront en place le Comité national de la dette qui a déjà été institué.

Stabilité et approfondissement du secteur financier

En ce qui concerne la stabilité du secteur financier, les autorités sont dans l'ensemble d'accord avec les services du FMI sur la nécessité impérieuse d'atténuer les risques posés par les arriérés prolongés envers les entreprises publiques, qui sont aggravés par le cadre réglementaire des activités bancaires. Tout en recherchant une solution au problème des restes-à-payer mentionné ci-dessus, elles continuent à collaborer avec la COBAC pour suivre de près l'évolution des vulnérabilités du secteur bancaire, notamment des risques systémiques et de l'exposition des banques aux gros emprunteurs. Elles engagent par ailleurs la COBAC à renforcer les ratios prudentiels relatifs à la concentration des risques.

De plus, les autorités camerounaises vont accélérer l'exécution de leur plan d'action — sur la base des recommandations issues de la mise à jour du PESF de 2007 — pour approfondir l'intermédiation financière. Pour ce qui est de la mobilisation d'autres sources de financement, elles poursuivent également leur plan de mise en place d'un marché obligataire intérieur.

Infrastructure et renforcement des capacités, réformes structurelles et croissance économique

Le renforcement de la croissance est le pilier principal du nouveau DSCE du Cameroun. À cet égard, les autorités entendent s'attaquer fermement aux principaux obstacles existants,

notamment le sous-investissement dans les infrastructures, l'insuffisance des dépenses affectées aux capacités humaines, les déficiences du climat des affaires et une intégration commerciale trop faible. Sur ce dernier point, elles souscrivent aux conseils des services du FMI consistant à réduire le niveau et la fourchette du tarif extérieur commun (TEC), harmoniser les règles d'origine à l'appui de l'intégration régionale, rationaliser les exonérations du TEC et conclure un accord de partenariat économique régional avec l'UE. Elles continueront à faire avancer les questions sur la libéralisation du commerce régional avec leurs partenaires de la CEMAC.

III – CONCLUSION

Les autorités camerounaises continuent à progresser dans la mise en œuvre de leurs réformes, en dépit d'une conjoncture internationale et de conditions sociales difficiles. Pour l'exécution de leur programme de réformes structurelles, elles entendent entreprendre un nouveau programme appuyé par le FMI qui s'articule autour du nouveau DSRP. Elles voient dans ce programme à moyen terme le reflet d'une stratégie internalisée qui doit mobiliser le consensus intérieur le plus large possible. Dans la poursuite de leurs objectifs, les autorités camerounaises continuent à compter sur leur étroite coopération avec le FMI et les autres partenaires au développement.